Nº 61-220-XIF au catalogue

La Loi sur les déclarations des personnes morales

2005

Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 1-800-263-1136).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web à *www.statcan.ca*.

Service national de renseignements **1-800-263-1136**
Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1-800-363-7629**
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt **1-800-700-1033**
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt **1-800-889-9734**
Renseignements par courriel ***infostats@statcan.ca***
Site Web ***www.statcan.ca***

Renseignements pour accéder au produit

Le produit nº 61-220-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à *www.statcan.ca* et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de *service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle.

Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site *www.statcan.ca* sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Statistique Canada
Division de l'organisation et des finances de l'industrie

La Loi sur les déclarations des personnes morales

2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2007

Nº 61-220-XIF au catalogue

ISSN 1499-8564

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 61-220-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'usager

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Nota

Aux fins du présent rapport, on a exclu des tableaux la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) — aussi dites sociétés de portefeuille – qui ne sont pas consolidées avec les autres composantes de leurs entreprises. Ces entreprises non consolidées ne sont pas prises en compte dans la publication *La Loi sur les déclarations des personnes morales* depuis le milieu des années 1980.

Avant l'année de référence 2004, l'**« Union européenne »** comprenait les 15 pays suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

Depuis l'année de référence 2004, l'**« Union européenne »** comprend les 15 mêmes pays qu'avant, en plus des dix pays suivants : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Slovénie.

Les chiffres des tableaux de la présente publication ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Remerciements

La présente publication a été rédigée sous la direction de :

Cynthia Baumgarten	directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
Mary Beth Garneau	directrice adjointe, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
David Sabourin	chef, Section de la recherche et de la diffusion
Andrea Farkas	analyste, Section de la recherche
Louise Noel	chef de sous-section, Services à la clientèle
Susan Jabbour	soutien technique, Services à la clientèle

Nous remercions tout particulièrement Stewart Taylor (chef de section, Services à la clientèle) et Lucy Opsitnik (chef de section, Section de la recherche) de leurs commentaires.

Préface

Les progrès technologiques et l'évolution des conditions du marché ont mené à une plus grande internationalisation du monde des affaires. En pleine croissance, compétitive et misant sur son patrimoine de ressources naturelles, sur une population active hautement qualifiée et sur une qualité de vie incomparable, l'économie canadienne offre aux chefs d'entreprises du monde entier des possibilités d'investissement intéressantes. Les entreprises étrangères ont accès à l'économie canadienne principalement de trois façons : grâce à l'établissement de filiales et de nouvelles entreprises, à l'investissement direct dans des sociétés canadiennes ou à la fusion et à l'acquisition d'entreprises canadiennes. Plus que jamais, il importe de disposer de données sur les aspects transnationaux de l'économie afin de mieux comprendre cette nouvelle ère économique. C'est l'objectif que vise le présent rapport.

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* constitue un instrument clé permettant de mesurer le contrôle étranger. L'application de cette loi relève de Statistique Canada, sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Elle a pour objet la collecte de données sur la situation financière et sur la propriété des sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada, ainsi que l'utilisation de ces données en vue d'évaluer l'ampleur du contrôle des non-résidents sur l'économie des sociétés canadiennes ainsi que les effets qui s'y rattachent.

En vertu de cette loi, les sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada, et dont l'actif pour la période de déclaration excède 10 millions de dollars ou dont les revenus bruts tirés d'activités commerciales menées au Canada excèdent 15 millions de dollars, sont tenues de fournir à Statistique Canada des données financières ainsi que des données sur la propriété. Les sociétés dont l'actif ou les revenus bruts se situent en deçà de ces seuils, mais dont la valeur comptable des titres de créance à long terme ou des actions détenus directement ou indirectement par des non-résidents est supérieure à 200 000 $, doivent aussi fournir ces données. Dans l'ensemble, environ 40 000 sociétés remplissaient ces conditions pour l'année de référence 2005.

La notion de contrôle qui se rattache au présent rapport englobe à la fois le contrôle « direct » et le contrôle « effectif ». Un particulier, un groupe ou une société exerce un contrôle direct sur une société s'il ou elle détient — directement ou indirectement — plus de 50 % des actions donnant droit de vote. Il peut y avoir contrôle effectif d'une société lorsque personne ne possède la majorité des actions donnant droit de vote, par exemple, si plus de 50 % des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société. Dans l'optique de Statistique Canada, une société est sous contrôle étranger si cette société fait l'objet d'un contrôle « direct » ou « effectif » de la part d'un particulier, d'un groupe ou d'une société qui ne réside pas au Canada.

Depuis l'année de référence 1999, les statistiques financières utilisées dans le présent rapport et compilées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ce système a été élaboré par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis afin de fournir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données statistiques sur les branches d'activité de ces trois pays.

En vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, un rapport faisant la synthèse de la portée du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement. C'est la raison d'être du présent rapport, qui est déposé pour l'année de référence 2005.

Cynthia Baumgarten
Directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

Table des matières

Sommaire exécutif 6

Introduction 8

Section 1 Toutes les branches d'activité 9

1.1 Introduction 9
1.2 La taille des sociétés sous contrôle étranger est typiquement plus grande 11
1.3 Les sociétés sous contrôle américain continuent de dominer, mais elles perdent du terrain 12
1.4 Le contrôle étranger est plus important dans le secteur non financier 13

Section 2 Branches d'activité non financières 15

2.1 La croissance de l'actif est plus importante pour les sociétés sous contrôle canadien 16
2.2 Les sociétés sous contrôle américain ont généré les deux tiers des revenus d'exploitation sous contrôle étranger 16
2.3 La présence américaine est la plus grande dans le secteur de la fabrication et de l'extraction de pétrole et de gaz 17
2.4 Des gains importants dans le secteur d'extraction de pétrole et de gaz 18

Section 3 Branches d'activité financières et assurances 22

3.1 La part de l'actif détenue par les États-Unis a diminué de façon substantielle depuis 2002 23
3.2 L'actif sous contrôle américain dans le secteur financier est concentré dans l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts 23
3.3 La croissance est plus marquée pour l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts 24

Section 4 Rendement économique 26

4.1 Les sociétés sous contrôle étranger affichent des marges bénéficiaires plus élevées dans le secteur non financier 27
4.2 Les deux tiers des marges bénéficiaires sont sous contrôle américain 28
4.3 La croissance des bénéfices a été plus forte pour les sociétés financières sous contrôle étranger 29
4.4 Les marges bénéficiaires ont été les plus élevées pour les sociétés sous contrôle étranger dans le secteur financier 30

Produits connexes 32

Table des matières – suite

Tableaux statistiques

1	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	34
2	Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	35
3	Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	36
4	Services publics	37
5	Construction	38
6	Fabrication	39
7	Commerce de gros	40
8	Commerce de détail	41
9	Transport et entreposage	42
10	Industrie de l'information et industrie culturelle	43
11	Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	44
12	Sociétés d'assurance et activités connexes	45
13	Autres industries financières	46
14	Intermédiation financière par le biais de dépôts	47
15	Services immobiliers et services de location et de location à bail	48
16	Services professionnels, scientifiques et techniques	49
17	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	50
18	Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	51
19	Arts, spectacles et loisirs	52
20	Hébergement et services de restauration	53
21	Réparation, entretien et services personnels	54
22	Total des branches d'activité financières et assurances	55
23	Total des branches d'activité non financières	56
24	Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)	57

Qualité des données, concepts et méthodologie

Source de données	58
Méthodologie	59
Concepts et indicateurs	62

Appendice

A	Bibliographie	67

Sommaire exécutif

La part de l'économie canadienne sous contrôle étranger est demeurée relativement stable en 2005, les sociétés sous contrôle étranger ayant réalisé 29,9 % des revenus d'exploitation des entreprises et possédant 21,2 % des actifs des sociétés. La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger oscille autour de 30 % depuis 1999.

En 2005, les sociétés sous contrôle canadien ont enregistré une hausse d'un peu plus de 6,9 % de leurs revenus d'exploitation, alors que ceux des sociétés sous contrôle étranger avaient augmenté de 6,1 %. En 2004, ces revenus s'étaient accrus de 5,8 % dans le cas des sociétés sous contrôle canadien et de 7,3 % dans le cas des sociétés sous contrôle étranger. Ensemble, le commerce de détail, le commerce de gros et le secteur du pétrole et du gaz représentaient près de la moitié de l'augmentation des recettes d'exploitation en 2005.

Les sociétés sous contrôle canadien ont réalisé des revenus d'exploitation de près de 2,0 billions de dollars en 2005, ce qui correspond à un peu plus du double de ceux générés par les sociétés sous contrôle étranger.

L'actif des sociétés s'est accru substantiellement en 2005, soit de 4,9 %, pour atteindre 5,2 billions de dollars. Cette croissance a été alimentée tant par les sociétés sous contrôle étranger que par les sociétés sous contrôle canadien. L'actif des sociétés sous contrôle étranger s'est accru de 2,8 %, pour s'élever à 1,1 billion de dollars, tandis que celui des sociétés sous contrôle canadien a progressé de 5,5 %, pour passer à 4,1 billions de dollars – près de quatre fois plus que celui ces sociétés sous contrôle étranger. Cette hausse s'inscrivait dans la foulée d'augmentations encore plus fortes de 9,4 % dans le cas des sociétés sous contrôle canadien et de 7,2 % dans celui des sociétés sous contrôle étranger en 2004.

Compte tenu de l'escalade des prix de l'essence, les revenus générés par la vente de pétrole et de gaz ont grimpé de 23,7 milliards de dollars, pour atteindre 140,4 milliards de dollars en 2005. Les deux tiers de cette augmentation étaient attribuables à des sociétés sous contrôle canadien. L'actif des entreprises pétrolières et gazières s'est aussi accru de 35,6 milliards de dollars, la majeure partie de cette augmentation étant attribuable aux producteurs sous contrôle canadien.

On a également observé une forte croissance dans le commerce de gros et de détail. Dans le commerce de gros, les revenus d'exploitation ont augmenté de 14,5 milliards de dollars pour les sociétés sous contrôle étranger et de 13,4 milliards de dollars pour les sociétés sous contrôle canadien. Cela a fait passer les revenus globaux du commerce de gros à 424,1 milliards de dollars. Les recettes d'exploitation du commerce de détail ont bondi de 26,6 milliards de dollars en 2005, 90 % de celles-ci étant attribuables aux sociétés sous contrôle canadien.

Les actifs et les revenus d'exploitation du secteur de la finance et des assurances ont augmenté dans l'industrie de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts plus que dans toute autre en 2005. Les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien et ceux des sociétés sous contrôle étranger ont progressé à des taux de 20,6 % et de 11,8 % respectivement. Les sociétés sous contrôle étranger doivent surtout leur hausse à l'émission de cartes de crédits et au financement des ventes, tandis que les sociétés sous contrôle canadien doivent la leur à d'autres activités d'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts.

Les bénéfices d'exploitation des sociétés ont atteint un sommet de 249,9 milliards de dollars en 2005. L'économie était saine, en particulier dans le secteur des ressources naturelles, les prix de l'essence ayant fait monter les bénéfices des entreprises pétrolières et gazières à un sommet historique de 29,8 milliards de dollars, et l'augmentation des prix des minerais ayant permis à l'industrie minière d'accroître ses profits de près de 700 millions de dollars, à 3,8 milliards de dollars. Cette hausse a été tempérée par un léger recul des bénéfices manufacturiers attribuable aux effets de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes à l'exportation et le coût des intrants. Si les sociétés sous contrôle canadien et les sociétés sous contrôle étranger ont contribué à peu près à part égale à cette hausse des bénéfices pétroliers et gaziers, les gains observés dans les mines ont cependant été entièrement réalisés par les sociétés sous contrôle canadien.

Les bénéfices d'exploitation tant des sociétés sous contrôle canadien que des sociétés sous contrôle étranger augmentaient ainsi de manière significative pour une troisième année consécutive. Les sociétés sous contrôle canadien sont arrivées premières à ce chapitre en 2005, leurs bénéfices d'exploitation ayant bondi de 15,9 %, suivies des sociétés sous contrôle étranger, qui ont vu les leurs augmenter de 12,5 %. Cela s'est produit après un bond phénoménal de 22,0 % des bénéfices des sociétés sous contrôle étranger et une saine augmentation de 12,4 % de ceux des sociétés sous contrôle canadien en 2004.

En 2005, les marges bénéficiaires d'exploitation ont atteint un niveau inégalé en six ans. Les sociétés sous contrôle étranger ont enregistré en 2005 une marge bénéficiaire d'exploitation de 9,0 % légèrement supérieure à celle de 8,7 % des sociétés sous contrôle canadien. Au cours des six dernières années, à l'exclusion de 2002, les marges bénéficiaires d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger ont été supérieures à celles des sociétés sous contrôle canadien.

Dans le secteur non financier, les États-Unis ont continué d'encaisser la part du lion des bénéfices sous contrôle étranger en 2005. Les 41,0 milliards de dollars de bénéfices des sociétés sous contrôle américain représentaient un peu plus du tiers de l'ensemble des bénéficies sous contrôle étranger des branches d'activité non financières. Suivaient, quoique loin derrière, les 4,6 milliards de dollars des sociétés sous contrôle britannique.

Les sociétés du secteur de la finance et des assurances ont enregistré des bénéfices record de 63,7 milliards de dollars en 2005, grâce, surtout, à l'industrie bancaire (26,6 milliards de dollars) et aux autres industries financières (16,4 milliards de dollars). Les bénéfices du secteur de la finance et des assurances augmentaient ainsi pour une troisième année consécutive, après avoir légèrement diminué en 2002. Depuis 2002, les sociétés sous contrôle étranger ont connu la croissance la plus marquée, leurs bénéfices s'étant accrus de près de 75 %, pour atteindre 16,2 milliards de dollars 2005. Les sociétés sous contrôle canadien ont également vu leurs bénéfices augmenter de 60 % durant la même période de trois ans, pour s'établir à 47,5 milliards de dollars en 2005.

Introduction

Chaque année, Statistique Canada produit des statistiques sur le contrôle étranger, conformément à la *Loi sur la déclaration des personnes morales*. Dans le présent rapport, on fait ressortir à la fois les niveaux actuels de ce contrôle et les tendances qui peuvent émerger. Le contrôle étranger se mesure depuis toujours selon les parts respectives de l'actif, des revenus d'exploitation, et des bénéfices d'exploitation que détiennent les sociétés dont les activités au Canada sont contrôlées par des non-résidents ou des intérêts étrangers.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif offrent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est plus lente au fil du temps. Les mesures fondées sur les revenus, par ailleurs, correspondent à un élément de flux et sont plus étroitement liées au cycle commercial. Les revenus révèlent généralement la situation actuelle des entreprises et sont par conséquent plus instables que les mesures fondées sur l'actif. Les bénéfices permettent de mesurer la santé financière et le bien-être d'une économie et peuvent être utilisés pour évaluer son rendement et sa durabilité. Les trois mesures présentent un intérêt et on en traite dans le présent rapport.

Le rapport se divise en quatre sections. Dans la première section, on examine la portée du contrôle étranger des sociétés dans l'économie canadienne pour la période de 18 ans qui a pris fin en 2005. On y traite aussi des pays qui exercent ce contrôle, à partir des données les plus récentes disponibles. Enfin, on y présente les tendances du contrôle étranger dans le secteur non financier et le secteur de la finance et des assurances.

Les deux sections suivantes portent sur la situation du contrôle étranger au niveau de l'industrie. De façon plus particulière, la deuxième section fournit des détails sur le secteur non financier, tandis que la troisième porte sur le secteur de la finance et des assurances. Toutes les industries sont analysées pour les 21 secteurs du SCIAN.

Dans la quatrième section, on examine les rapports entre le contrôle étranger et le rendement économique, celui-ci étant mesuré à partir des bénéfices d'exploitation, des marges bénéficiaires et du rendement des capitaux propres.

Section 1

Toutes les branches d'activité

1.1 Introduction

L'actif des sociétés a augmenté de 4,9 %, pour s'établir à 5,2 billions de dollars en 2005 (voir le tableau explicatif 1.1), après une forte croissance de 8,9 % en 2004. Le taux de croissance de l'actif détenu par les sociétés sous contrôle étranger (2,8 %) a tiré de l'arrière par rapport à celui des sociétés sous contrôle canadien (5,5 %) en 2005 (graphique 1.1). L'actif sous contrôle canadien s'est établi à 4,1 billions de dollars en 2005, soit presque quatre fois l'actif sous contrôle étranger de 1,1 billion de dollars.

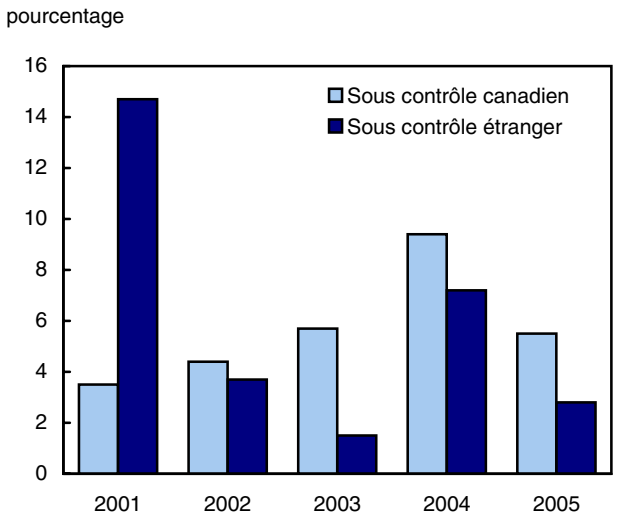
Les sociétés sous contrôle canadien n'ont devancé que de peu les sociétés sous contrôle étranger au chapitre de la croissance des revenus d'exploitation en 2005. Les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 6,9 %, comparativement à une hausse de 6,1 % pour les sociétés sous contrôle étranger (graphique 1.2). Dans l'ensemble, la croissance des revenus est une des plus fortes depuis 2000. Les revenus totaux d'exploitation ont progressé de 6,6 % en 2005, atteignant leur taux de croissance annuel le plus élevé depuis 2000, mais ils sont toutefois demeurés en deçà du sommet de 12,9 % atteint en 2000. Cette dernière hausse est surtout attribuable à la vigueur du commerce de détail, du commerce de gros et le secteur du pétrole et du gaz qui, combinés, ont été à l'origine de près de la moitié de la croissance des revenus en 2005.

Les sociétés sous contrôle canadien ont généré des revenus d'exploitation de près de 2,0 billions de dollars en 2005, soit un peu plus du double des revenus des sociétés sous contrôle étranger (tableau explicatif 1.1).

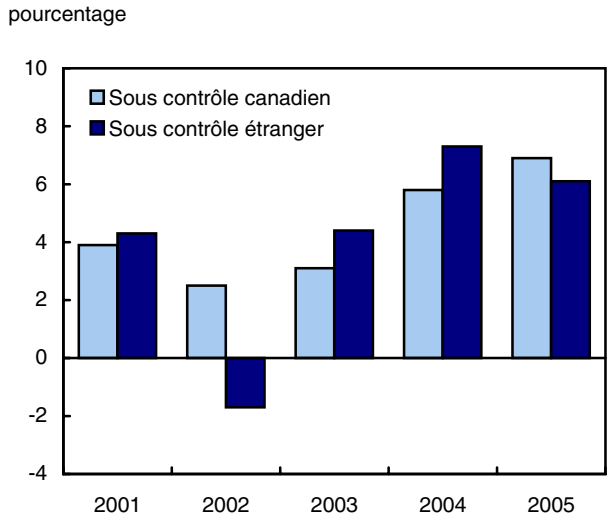
Tableau explicatif 1.1
Actifs et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle, 1988 à 2005 – Toutes les branches d'activité

	Actif			Revenus d'exploitation		
	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étanger	Total	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étanger	Total
	milliards de dollars					
1988	1 491	385	1 876	857	296	1 152
1989	1 618	423	2 041	927	310	1 237
1990	1 708	453	2 160	948	323	1 271
1991	1 754	457	2 211	900	319	1 219
1992	1 783	467	2 250	865	323	1 188
1993	1 899	493	2 393	913	356	1 269
1994	2 023	523	2 545	965	401	1 367
1995	2 076	567	2 643	1 038	448	1 486
1996	2 275	631	2 906	1 099	490	1 589
1997	2 412	668	3 079	1 190	520	1 710
1998	2 540	744	3 284	1 192	553	1 746
1999	2 845	790	3 634	1 441	603	2 044
2000	3 129	834	3 963	1 609	699	2 308
2001	3 239	956	4 195	1 672	729	2 401
2002	3 380	992	4 372	1 714	716	2 430
2003	3 574	1 007	4 580	1 767	748	2 515
2004	3 911	1 079	4 990	1 869	803	2 672
2005	4 127	1 109	5 236	1 997	851	2 849

Graphique 1.1
Variation annuelle de l'actif selon le pays de contrôle, 2001 à 2005 – Toutes les branches d'activité



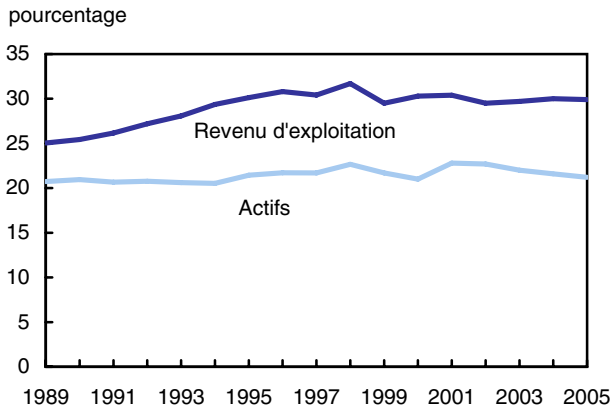
Graphique 1.2
Variation annuelle des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle, 2001 à 2005 – Toutes les branches d'activité



Depuis 2000, les revenus d'exploitation au Canada ont augmenté, les sociétés sous contrôle canadien ayant affiché les meilleurs résultats. Les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien ont progressé de 24,1 % depuis 2000, comparativement à 21,8 % pour les sociétés sous contrôle étranger.

Cette croissance constante des revenus d'exploitation est le résultat de la vigueur du secteur non financier. Depuis 2000, les revenus d'exploitation ont augmenté de 511,4 milliards de dollars dans le secteur non financier, dont 148,2 milliards de dollars pour les sociétés sous contrôle étranger.

Graphique 1.3
Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation, 1989 à 2005 – Toutes les branches d'activité



La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger est demeurée constante à 29,9 % en 2005 (graphique 1.3). Elle a oscillé autour de 30 % depuis 1999. Cela contraste avec les années 1990, pendant lesquelles la part des revenus sous contrôle étranger avait progressé de façon constante, passant de 25 % au début de la décennie à un peu plus de 30 % à la fin. On a enregistré une baisse légère de 0,4 point de pourcentage de l'actif sous contrôle étranger en 2005, s'établissant à 21,2 %. Depuis 1989, l'actif sous contrôle étranger a fluctué entre 21 % et 23 % de l'actif total.

Tableau explicatif 1.2
Caractéristiques des entreprises selon le pays de contrôle, 2000 à 2005 – Toutes les branches d'activité

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	nombre					
Sous contrôle canadien						
Total	**1 033 693**	**1 126 519**	**1 148 470**	**1 202 223**	**1 266 371**	**1 200 787**
Petites	1 027 953	1 120 524	1 142 110	1 195 771	1 259 637	1 193 552
Moyennes	4 317	4 532	4 808	4 881	5 083	5 474
Grandes	1 423	1 463	1 552	1 571	1 651	1 761
Sous contrôle étranger						
Total	**7 842**	**7 319**	**7 119**	**8 279**	**8 312**	**7 929**
Petites	5 718	5 134	4 984	6 063	6 053	5 641
Moyennes	1 053	1 071	1 034	1 082	1 100	1 101
Grandes	1 071	1 114	1 101	1 134	1 159	1 187
Revenu d'exploitation moyen	milliers de dollars					
Sous contrôle canadien						
Total	**1 557**	**1 484**	**1 492**	**1 470**	**1 476**	**1 663**
Petites	686	669	674	672	668	728
Moyennes	40 356	40 269	40 153	40 091	40 024	39 944
Grandes	512 525	505 681	484 006	488 626	499 315	516 685
Sous contrôle étranger						
Total	**89 096**	**99 586**	**100 640**	**90 320**	**96 564**	**107 368**
Petites	4 695	4 953	4 880	4 090	4 445	4 245
Moyennes	43 829	43 491	43 048	43 542	43 769	44 556
Grandes	584 746	589 643	588 210	595 985	627 777	655 703

Note(s) : Les petites entreprises incluent des entreprises ayant un revenu d'exploitation inférieur à 25 million de dollars. Les moyennes entreprises incluent des entreprises ayant un revenu d'exploitation supérieur ou égal à 25 million de dollars et inférieur à 75 million de dollars. Les grandes entreprises incluent des entreprises ayant un revenu d'exploitation supérieur ou égal à 75 million de dollars.

1.2 La taille des sociétés sous contrôle étranger est typiquement plus grande

La grande majorité des 1,2 million de sociétés qui exerçaient des activités commerciales au Canada en 2005 étaient sous contrôle canadien. Seulement 7 929 étaient sous contrôle étranger (tableau explicatif 1.2). Malgré leur nombre peu élevé, les sociétés sous contrôle étranger font tout de même partie intégrante de l'économie canadienne. Lorsque l'on répartit les sociétés entre trois catégories de taille selon leurs revenus d'exploitation, les revenus d'exploitation moyens des sociétés sous contrôle étranger sont supérieurs à ceux des sociétés sous contrôle canadien pour toutes les catégories. Les petites sociétés sont définies comme celles dont les revenus d'exploitation sont inférieurs à 25 millions de dollars, les sociétés de taille moyenne sont celles dont les revenus sont de 25 millions de dollars et plus, mais sont inférieurs à 75 millions de dollars, et les grandes sociétés sont celles dont les revenus sont de 75 millions de dollars et plus. Selon le tableau explicatif 1.2, les revenus d'exploitation des grandes sociétés sous contrôle étranger ont été en moyenne de 655,7 millions de dollars en 2005, ce qui représente environ 25 % de plus que les sociétés sous contrôle canadien, dont les revenus d'exploitation se sont chiffrés en moyenne à 516,7 millions de dollars. Depuis 2000, la croissance des revenus d'exploitation a été constante pour les grandes sociétés sous contrôle étranger, mais inégale pour les grandes sociétés sous contrôle canadien.

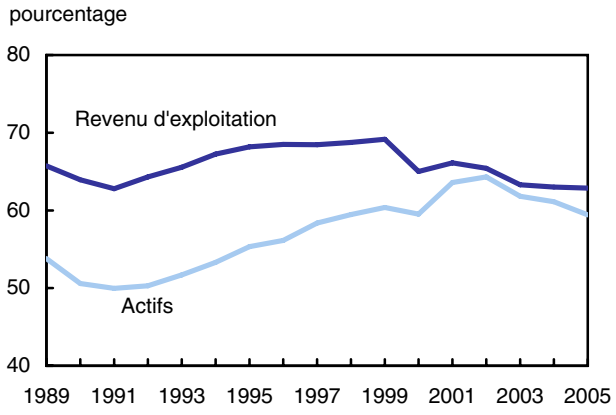
Les revenus d'exploitation des sociétés de taille moyenne sous contrôle étranger ont été légèrement supérieurs à ceux des sociétés de même taille sous contrôle canadien en 2005. Les sociétés de taille moyenne sous contrôle étranger ont produit en moyenne 44,6 millions de dollars de revenus en 2005,

comparativement à 39,9 millions de dollars pour les sociétés de taille moyenne sous contrôle canadien.

1.3 Les sociétés sous contrôle américain continuent de dominer, mais elles perdent du terrain

Les États-Unis continuent de dominer parmi les sociétés sous contrôle étranger qui ont des activités au Canada. En 2005, ce pays contrôlait 59,5 % de l'actif sous contrôle étranger et était à l'origine de 63,0 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger (graphique 1.4). Toutefois, ces parts sont en baisse par rapport aux sommets sans précédent atteints en 2002 pour l'actif (64,3 %) et en 1999 pour les revenus d'exploitation (69,1 %). Il s'agit d'une tendance inverse à celle établie au cours des années 1990, lesquelles ont été marquées par une croissance constante de la part de l'actif et des revenus sous contrôle étranger détenue par les sociétés sous contrôle américain. Au cours des années 1990, le Canada et les États-Unis ont conclu des ententes de libre-échange et, pendant cette période, la part de l'actif des sociétés sous contrôle américain ont augmenté d'environ 10 points de pourcentage et leur part des revenus d'exploitation, de plus de 5 points de pourcentage.

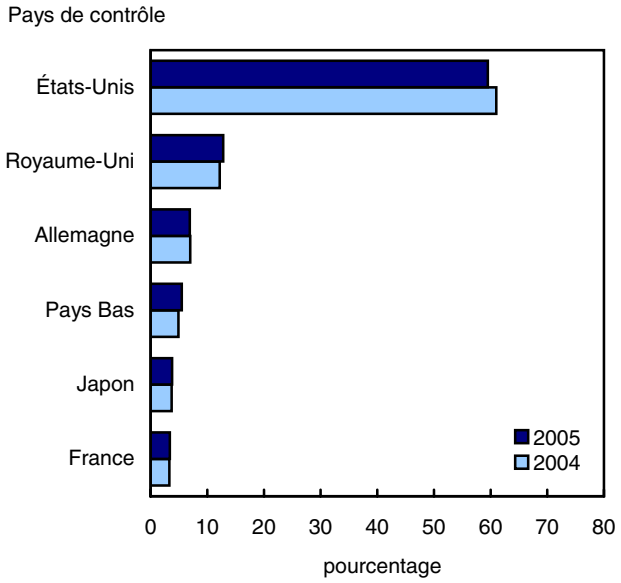
Graphique 1.4
Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle américain, 1989 à 2005 – Toutes les branches d'activité



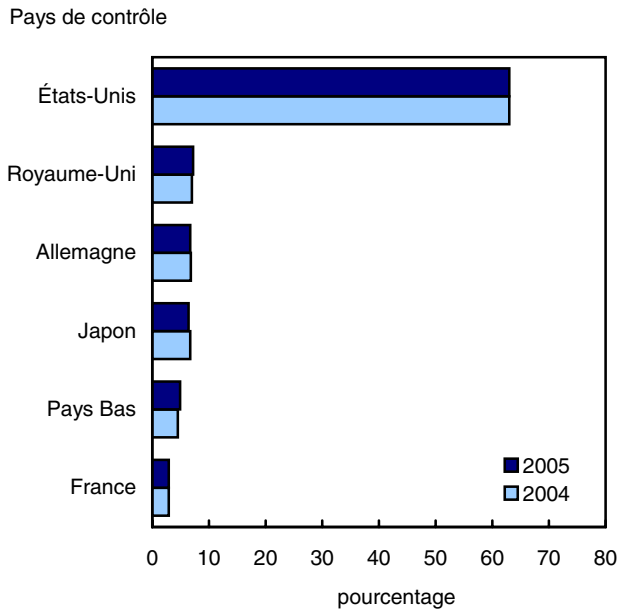
Au début du millénaire, cette croissance a atteint un sommet. Depuis 2002, même si le niveau de l'actif des États-Unis est demeuré constant, leur part est en baisse. La part de l'actif sous contrôle américain a fléchi de 1,5 point de pourcentage par rapport à 2004 et de 4,8 points de pourcentage par rapport à 2002. C'est la première fois en cinq ans que la part de l'actif sous contrôle étranger revenant aux États-Unis est inférieure à 60 %.

Le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne sont les pays dont la part de l'actif a augmenté depuis 2002. C'est le Royaume-Uni qui a affiché la hausse la plus marquée (2,4 points de pourcentage), suivi de près par les Pays-Bas (1,8 point) et par l'Allemagne (0,8 point). Une part importante de ce changement est attribuable aux hausses dans le secteur de la finance et des assurances et dans celui des ressources naturelles affichées par les sociétés sous contrôle étranger non américaines. En 2005, les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont les seuls pays dont la part de l'actif a augmenté de plus d'un demi-point de pourcentage (graphique 1.5).

Graphique 1.5
Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle, 2004 à 2005 – Toutes les branches d'activité



Graphique 1.6
Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle, 2004 à 2005 – Toutes les branches d'activité



On a observé des tendances similaires pour les parts des revenus d'exploitation sous contrôle étranger. Les Pays-Bas sont le seul pays dont la part des revenus sous contrôle étranger a augmenté en 2005, même si la hausse a été légère (graphique 1.6). Depuis 2002, la part des revenus des sociétés contrôlées par les Pays-Bas et par le Royaume-Uni a augmenté de 2,5 et 0,9 points de pourcentage respectivement, tandis que celle des sociétés sous contrôle américain a reculé de 2,5 points de pourcentage. Comme pour l'actif, ce changement est attribuable à la croissance des sociétés contrôlées par les Pays-Bas et par le Royaume-Uni dans le secteur de la finance et des assurances ainsi que dans celui des ressources naturelles.

1.4 Le contrôle étranger est plus important dans le secteur non financier

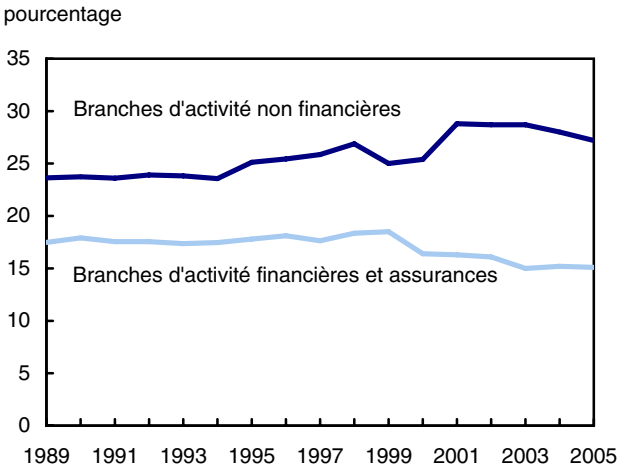
La prévalence du contrôle étranger est plus grande dans le secteur non financier que dans le secteur de la finance et des assurances. Dans le secteur non financier, une proportion de 27,2 % de l'actif était sous contrôle étranger en 2005, comparativement à seulement 15,1 % dans le secteur de la finance et des assurances, y compris les banques, les coopératives de crédit, les sociétés d'assurance, les sociétés de crédit et les autres intermédiaires financiers. Cette différence est attribuable pour une large part aux règlements régissant le contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances, et plus particulièrement dans le secteur bancaire.

Jusqu'en 2000, la part de l'actif du secteur non financier sous contrôle étranger était toujours d'environ 6 points de pourcentage de plus que celle de l'actif du secteur de la finance et des assurances (graphique 1.7). Toutefois, de 2000 à 2003, cet écart s'est élargi, surtout en raison d'une augmentation des activités de fusion et d'acquisition dans le secteur bancaire et de la démutualisation dans le secteur des assurances. La démutualisation est le processus de transformation des sociétés mutuelles en sociétés par actions, dont les actionnaires sont généralement canadiens.

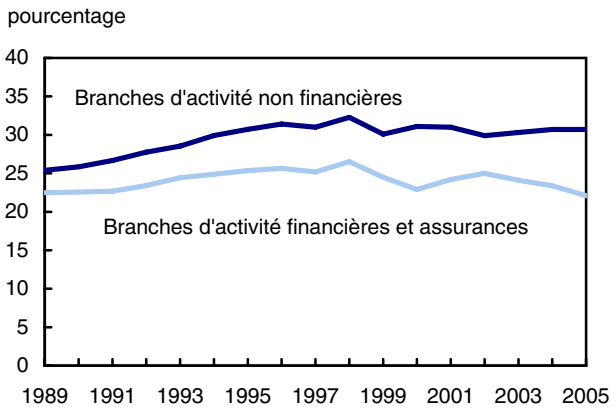
Depuis 2002, ces tendances se sont stabilisées, au point que les différences dans les parts de l'actif sous contrôle étranger entre le secteur non financier et le secteur de la finance et des assurances sont demeurées relativement constantes. L'écart se situait à 12,1 points de pourcentage en 2005, soit presque le double de celui enregistré à la fin des années 1990 et le plus faible depuis 2000.

Pour ce qui est des revenus d'exploitation, la différence dans les parts sous contrôle étranger entre les deux secteurs est nettement moindre – le secteur non financier ayant été à l'origine de 30,7 % des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger, comparativement à 22,1 % pour le secteur financier (graphique 1.8).

Graphique 1.7
Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur, 1989 à 2005



Graphique 1.8
Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur, 1989 à 2005



Section 2

Branches d'activité non financières

Les sociétés sous contrôle étranger du secteur non financier ont généré des revenus d'exploitation de 794 milliards de dollars en 2005 (tableau explicatif 2.1). Il s'agit de la deuxième année d'affilée pour laquelle les sociétés sous contrôle étranger ont été à l'origine de 30,7 % du total des revenus d'exploitation du secteur non financier. Depuis 2000, la part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation a été relativement constante, oscillant autour de 30 % à 31 %.

Même si la part des revenus sous contrôle étranger a peu changé dans ce secteur depuis 2000, on a observé une expansion rapide des revenus d'exploitation depuis le tournant du millénaire. La part sous contrôle étranger est demeurée relativement stable, les sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger ayant contribué à peu près également à la croissance. Sauf pour quelques exceptions, les taux de croissance des revenus annuels des sociétés non financières se sont généralement situés entre 3 % et 7 % depuis 2000. Dans le cas des sociétés sous contrôle étranger, ces taux ont atteint un sommet à 8,0 % en 2004 et à 6,5 % en 2005. Dans le cas des sociétés sous contrôle canadien, les taux de croissance les plus élevés des revenus se sont produits en 2005, soit 6,8 %, après une hausse de 5,9 % en 2004.

Tableau explicatif 2.1
Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle, 2000 à 2005 – Branches d'activité non financières

	Actif			Revenus d'exploitation		
	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total
	milliards de dollars					
2000	1 539	523	2 062	1 430	646	2 076
2001	1 553	627	2 181	1 494	672	2 166
2002	1 616	652	2 268	1 545	660	2 206
2003	1 668	671	2 339	1 586	690	2 276
2004	1 805	701	2 505	1 680	745	2 425
2005	1 919	718	2 636	1 794	794	2 587
	part en pourcentage					
2000	74,6	25,4	100,0	68,9	31,1	100,0
2001	71,2	28,8	100,0	69,0	31,0	100,0
2002	71,3	28,7	100,0	70,1	29,9	100,0
2003	71,3	28,7	100,0	69,7	30,3	100,0
2004	72,0	28,0	100,0	69,3	30,7	100,0
2005	72,8	27,2	100,0	69,3	30,7	100,0

2.1 La croissance de l'actif est plus importante pour les sociétés sous contrôle canadien

Depuis 2003, la croissance de la part de l'actif sous contrôle étranger a tiré de l'arrière par rapport à celle de l'actif sous contrôle canadien dans le secteur non financier. Le taux de croissance annuel de l'actif sous contrôle étranger a été à peu près identique à celui de l'actif sous contrôle canadien en 2002, soit 3,9 % et 4,0 %. Cependant, en 2005, le taux de croissance annuel de l'actif sous contrôle étranger n'a été que de 2,4 %, comparativement à un taux de croissance de 6,3 % de l'actif sous contrôle canadien. Cela a entraîné une baisse de presque un point de pourcentage de la part de l'actif sous contrôle étranger en 2005, celle-ci s'établissant à 27,2 %. En termes monétaires, l'actif des sociétés sous contrôle étranger se chiffrait à 718 milliards de dollars en 2005.

2.2 Les sociétés sous contrôle américain ont généré les deux tiers des revenus d'exploitation sous contrôle étranger

Les sociétés sous contrôle américain ont continué de dominer dans une large mesure l'activité économique des sociétés sous contrôle étranger au Canada. Elles ont représenté 68,5 % de l'ensemble de l'actif sous contrôle étranger en 2005 (tableau explicatif 2.2). Le Royaume-Uni venait loin au deuxième rang avec 7,8 %, suivi par l'Allemagne (4,3 %), le Japon (3,7 %) et la France (3,1 %). Cette situation a peu changé au cours des trois dernières années.

De même, les sociétés sous contrôle américain ont généré un peu plus de 64 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger pour la troisième année consécutive en 2005. Le Japon suivait loin derrière avec 6,7 %, l'Allemagne avec 6,4 % et le Royaume-Uni avec 6,1 %.

Tableau explicatif 2.2
Part de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle, 2000 à 2005 – Branches d'activité non financières

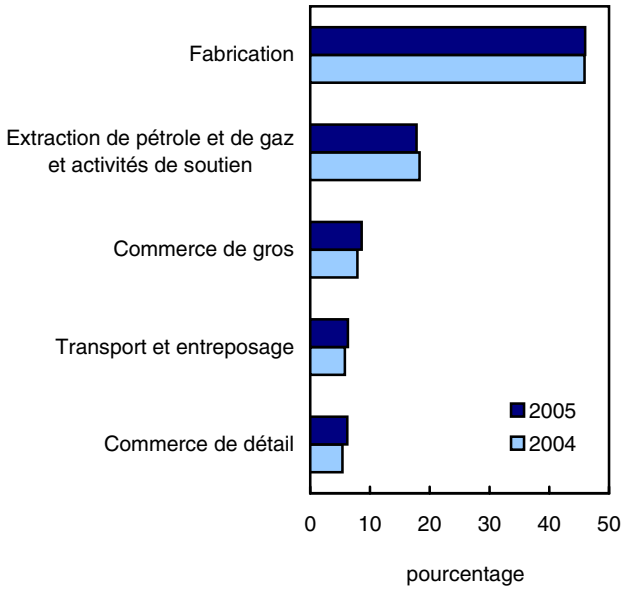
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	pourcentage					
Actif						
États-Unis	64,1	69,5	70,7	69,4	69,6	68,5
Royaume-Uni	7,5	6,7	6,4	7,2	7,6	7,8
Allemagne	5,1	4,2	4,5	4,1	4,7	4,3
Japon	4,6	3,6	3,8	3,8	3,5	3,7
France	6,5	5,5	3,1	2,7	2,7	3,1
Pays Bas	2,2	1,9	2,1	2,3	2,5	2,8
Autres étrangers	10,0	8,6	9,6	10,5	9,4	9,9
Revenus d'exploitation						
États-Unis	66,1	67,3	66,3	64,5	64,5	64,3
Japon	7,8	7,6	8,1	7,6	7,1	6,7
Allemagne	7,3	6,9	7,1	6,5	6,5	6,4
Royaume-Uni	5,8	5,0	5,3	5,8	5,9	6,1
Pays Bas	2,3	2,4	2,1	4,1	4,0	4,4
France	3,0	3,0	3,0	2,8	2,8	2,8
Autres étrangers	7,8	7,8	8,0	8,6	9,2	9,3

2.3 La présence américaine est la plus grande dans le secteur de la fabrication et de l'extraction de pétrole et de gaz

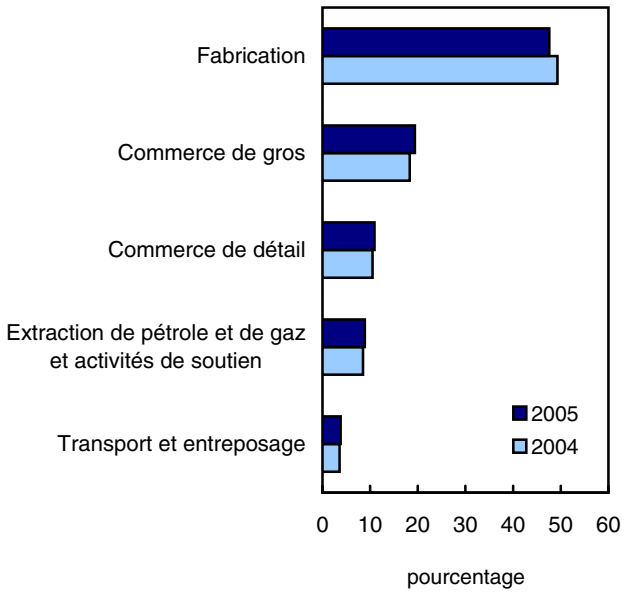
Les graphiques 2.1 et 2.2 montrent la distribution de l'actif et des revenus d'exploitations sous contrôle américain pour les principales industries non financières dans lesquelles les sociétés sous contrôle américain ont des activités au Canada[1]. Comme le montrent les deux graphiques, c'est dans le secteur de la fabrication que la présence américaine se fait le plus sentir. Selon le graphique 2.1, une proportion de 46,0 % de l'ensemble de l'actif sous contrôle américain dans le secteur non financier était détenue par des fabricants sous contrôle américain en 2005. Parmi eux figurent les fabricants de véhicules automobiles, de produits pharmaceutiques, de produits de technologie de pointe ainsi que les producteurs d'aliments et de boissons. Une proportion additionnelle de 17,8 % de l'actif sous contrôle américain est détenue par des sociétés pétrolières et gazières; le commerce de gros (8,6 %), le transport (6,3 %) et le commerce de détail (6,2 %) venant compléter les cinq principales industries. La situation est similaire pour les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle américain (graphique 2.2).

1. *La somme des parts n'est pas égale à 100 % parce que seules les cinq principales industries sont présentées. Toutefois, ces cinq industries ont été à l'origine de 85 % de l'actif total sous contrôle américain dans le secteur non financier.*

Graphique 2.1
Part de l'actif sous contrôle américain selon la principale industrie, 2004 à 2005 – Branches d'activité non financières



Graphique 2.2
Actif et revenus d'exploitation selon selon la principale industrie, 2004 à 2005 – Branches d'activité non financières



2.4 Des gains importants dans le secteur d'extraction de pétrole et de gaz

Du fait de la montée en flèche des prix du carburant, une part importante de la croissance de l'actif des sociétés sous contrôle canadien peut être attribuée à une hausse des investissements dans le secteur du pétrole et du gaz, l'année 2005 ayant marqué une reprise soutenue du secteur des ressources. Comme il est noté dans l'Observateur économique canadien (avril 2006) : « À elles seules, les exportations énergétiques ont porté l'excédent commercial à un sommet ». L'augmentation des prix du pétrole a favorisé des investissements importants dans les ressources pétrolières et gazières non conventionnelles, comme les sables bitumineux de l'Alberta, contribuant ainsi à l'expansion du secteur de l'énergie au Canada, ce qui place le pays parmi les leaders mondiaux des producteurs de pétrole et de gaz. Comme les sources conventionnelles de pétrole et de gaz s'épuisent, l'industrie se tourne vers des solutions de rechange.

Parmi ces solutions de rechange figurent les sables bitumineux de l'Alberta. Toutefois, il est beaucoup plus coûteux d'extraire du carburant des sables bitumineux et, pour que cela soit rentable, les prix de l'énergie doivent être élevés. Une telle situation s'est produite en 2005, alors que les prix de l'énergie atteignaient des niveaux records. Par conséquent, l'actif du secteur pétrolier et gazier a augmenté de 35,6 milliards de dollars en 2005 (tableau explicatif 2.3), la majorité de cette hausse était attribuable aux producteurs sous contrôle canadien. L'actif du secteur pétrolier et gazier sous contrôle canadien a augmenté, pour s'établir à 198,0 milliards de dollars en 2005, en hausse de 19,4 % par rapport à l'année précédente. Parallèlement, l'actif du secteur pétrolier et gazier sous contrôle étranger n'a connu qu'une faible hausse, soit de 125,8 milliards de dollars. On a assisté à une augmentation correspondante des revenus d'exploitations du secteur pétrolier et gazier, principalement pour les sociétés sous contrôle canadien, ces revenus s'étant établis à 140,4 milliards de dollars en 2005, en hausse de 23,7 milliards de dollars. Les deux tiers de cette hausse sont attribuables aux sociétés sous contrôle canadien.

On a aussi enregistré une croissance importante du commerce de gros, particulièrement pour les sociétés sous contrôle étranger. L'actif sous contrôle étranger a fait un bond de 7,4 milliards de dollars (11,4 %), tandis que les sociétés sous contrôle canadien ont augmenté leur actif de 3,1 milliards de dollars (2,6 %). Pour ce qui est des revenus, la croissance a été encore plus élevée, les revenus sous contrôle étranger étant en hausse de 14,5 milliards de dollars et ceux sous contrôle canadien, de 13,4 milliards de dollars, le total des revenus du commerce de gros s'établissant à 424,1 milliards de dollars. Une part importante de cette croissance des revenus des sociétés sous contrôle canadien est attribuable à deux industries auxiliaires–les grossistes ou distributeurs de machines, de matériel et de fournitures et les grossistes ou distributeurs de matériaux et fournitures de construction, tandis que dans le cas des sociétés sous contrôle étranger, la croissance s'est concentrée principalement chez les grossistes ou distributeurs de produits pétroliers, les grossistes ou distributeurs de machines, de matériel et de fournitures et les grossistes ou distributeurs d'articles personnels et ménagers.

Le commerce de détail figure parmi les autres secteurs où la croissance a été forte. Les revenus d'exploitation ont fait un bond de 26,6 milliards de dollars en 2005, 90 % de cette croissance étant attribuables aux sociétés sous contrôle canadien. La moitié de la croissance des revenus du secteur du commerce de détail est attribuable aux magasins d'alimentation et de boissons et les magasins de produits de santé et de soins personnels.

Parmi les faits saillants de l'économie en 2005 figure la hausse continue du dollar canadien, celui-ci ayant gagné quatre cents par rapport au dollar américain. Au cours de la période de deux ans et demi qui s'est terminée à la fin de 2005, le dollar canadien a augmenté du tiers par rapport au dollar américain, passant de 65 cents US à 86 cents US; cette hausse est la plus importante de l'histoire du Canada. L'appréciation continue du dollar canadien a suscité des préoccupations concernant la santé du marché des exportations canadiennes, les produits canadiens étant plus coûteux à acheter sur les marchés mondiaux. Le secteur de la fabrication, même s'il a souffert des répercussions de la vigueur du dollar canadien sur les ventes à l'exportation, a réussi à accroître ses revenus d'exploitation de 21,5 milliards de dollars en 2005, une hausse de 3,1 %. La hausse de la demande pour les produits canadiens, et particulièrement en Chine, a contribué à contrebalancer les prix plus élevés, ce qui a donné lieu à des hausses de revenus. Les

fabricants sous contrôle étranger ont contribué dans une proportion de 60 % à cette hausse des revenus d'exploitation.

Les fabricants de produits du pétrole et du charbon sont venus en tête de la croissance des revenus d'exploitation du secteur de la fabrication en 2005, étant à l'origine du tiers de la hausse. Les produits chimiques, la première transformation des métaux et les machines ont totalisé, ensemble, le tiers de l'augmentation des revenus.

Tableau explicatif 2.3

Actif selon le pays de contrôle selon la branche d'activité, 2004 à 2005 – Branches d'activité non financières

	Sous contrôle étanger	Sous contrôle canadien	Total	Pourcentage étranger
	millions de dollars			pourcentage
2005				
Fabrication	336 367	347 988	684 355	49,2
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	125 814	197 956	323 770	38,9
Commerce de gros	71 966	121 037	193 004	37,3
Transport et entreposage	38 477	110 826	149 303	25,8
Commerce de détail	32 732	123 872	156 604	20,9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	10 175	39 517	49 693	20,5
Réparation, entretien et services personnels	5 314	24 850	30 165	17,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	14 921	81 604	96 525	15,5
Services immobiliers et services de location et de location à bail	32 327	195 745	228 072	14,2
Hébergement et services de restauration	6 272	38 486	44 758	14,0
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	10 598	73 577	84 175	12,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	10 729	132 912	143 641	7,5
Services publics	13 080	185 708	198 789	6,6
Construction	6 415	123 818	130 233	4,9
Arts, spectacles et loisirs	779	22 955	23 734	3,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 225	65 254	66 479	1,8
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	524	32 569	33 093	1,6
Total des branches d'activité non financières	**717 715**	**1 918 675**	**2 636 390**	**27,2**
2004				
Fabrication	331 406	347 852	679 258	48,8
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	122 365	165 794	288 159	42,5
Commerce de gros	64 608	117 952	182 559	35,4
Transport et entreposage	35 818	105 883	141 701	25,3
Commerce de détail	30 468	113 784	144 253	21,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	8 822	34 330	43 152	20,4
Réparation, entretien et services personnels	5 509	22 824	28 334	19,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 487	77 524	91 011	14,8
Services immobiliers et services de location et de location à bail	29 826	185 575	215 401	13,8
Hébergement et services de restauration	6 390	38 011	44 401	14,4
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	23 296	57 073	80 370	29,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 859	134 673	144 532	6,8
Services publics	11 545	177 860	189 405	6,1
Construction	5 294	114 021	119 314	4,4
Arts, spectacles et loisirs	490	21 125	21 615	2,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 053	60 501	61 554	1,7
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	384	29 804	30 188	1,3
Total des branches d'activité non financières	**700 621**	**1 804 586**	**2 505 208**	**28,0**

Tableau explicatif 2.4

Revenus d'exploitation selon le pays de contrôle selon la branche d'activité, 2004 à 2005 – Branches d'activité non financières

	Sous contrôle étanger	Sous contrôle canadien	Total	Pourcentage étranger
	millions de dollars			pourcentage
2005				
Fabrication	372 250	344 180	716 430	52,0
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	71 349	69 074	140 423	50,8
Commerce de gros	166 892	257 183	424 075	39,4
Services publics	32 105	58 767	90 872	35,3
Transport et entreposage	24 873	98 033	122 906	20,2
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	11 457	50 880	62 337	18,4
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	3 671	18 318	21 988	16,7
Commerce de détail	64 099	352 696	416 795	15,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 216	76 935	90 150	14,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6 985	51 903	58 888	11,9
Hébergement et services de restauration	5 772	47 009	52 781	10,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 708	69 407	77 115	10,0
Réparation, entretien et services personnels	2 306	32 266	34 572	6,7
Construction	9 253	168 830	178 083	5,2
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	659	31 374	32 033	2,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	757	41 340	42 097	1,8
Arts, spectacles et loisirs	368	25 498	25 865	1,4
Total des branches d'activité non financières	**793 719**	**1 793 693**	**2 587 412**	**30,7**
2004				
Fabrication	359 405	335 547	694 952	51,7
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	63 050	53 707	116 758	54,0
Commerce de gros	152 394	243 830	396 224	38,5
Services publics	24 494	54 648	79 142	30,9
Transport et entreposage	22 512	92 190	114 702	19,6
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	10 272	45 872	56 144	18,3
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	8 456	13 451	21 907	38,6
Commerce de détail	61 360	328 832	390 191	15,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 129	72 684	85 813	15,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6 686	49 810	56 496	11,8
Hébergement et services de restauration	5 328	45 669	50 997	10,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 764	64 809	71 573	9,5
Réparation, entretien et services personnels	2 279	30 520	32 799	6,9
Construction	7 321	154 573	161 893	4,5
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	549	28 824	29 372	1,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	666	39 449	40 115	1,7
Arts, spectacles et loisirs	345	25 644	25 990	1,3
Total des branches d'activité non financières	**745 012**	**1 680 057**	**2 425 069**	**30,7**

Section 3

Branches d'activité financières et assurances

Dans le secteur de la finance et des assurances, la croissance de l'actif des sociétés sous contrôle canadien a été légèrement plus élevée que pour les sociétés sous contrôle étranger. La valeur de l'actif sous contrôle canadien a augmenté de 4,8 %, ou 101,4 milliards de dollars en 2005, comparativement à 3,4 % ou 13,0 milliards de dollars pour l'actif sous contrôle étranger (tableau explicatif 3.1). En comparaison, ce sont les sociétés sous contrôle étranger qui ont eu un léger avantage en 2004, avec un taux de croissance de l'actif de 12,9 %, comparativement à 10,5 % pour les sociétés sous contrôle canadien. Depuis 2000, les taux de croissance ont été plus élevés pour les sociétés sous contrôle canadien (38,9 %) que pour celles sous contrôle étranger (25,9 %). Cela fait suite à des hausses marquées pour les sociétés sous contrôle canadien des industries de l'intermédiation financière par le biais de dépôts et des assurances. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette forte croissance des sociétés sous contrôle canadien figurent les activités de fusion et d'acquisition dans le secteur bancaire ainsi que la démutualisation des sociétés d'assurance en 2000. Cela a entraîné une baisse du contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances. Malgré cela, les sociétés sous contrôle étranger ont assisté à une croissance marquée pour l'intermédiation financière par le biais de dépôts et l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts. Toutefois, cela a été atténué par une baisse légère dans le secteur des assurances.

En ce qui a trait aux revenus, à peu près toute la croissance depuis 2002 a été attribuable aux sociétés sous contrôle canadien. Les revenus de sociétés sous contrôle étranger dans ce secteur ont peu changé depuis 2001.

Tableau explicatif 3.1
Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle, 2000 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances

	Actif			Revenus d'exploitation		
	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total
	milliards de dollars					
2000	1 590	311	1 901	179	53	232
2001	1 686	329	2 015	179	57	236
2002	1 765	340	2 104	168	56	224
2003	1 906	335	2 241	181	58	239
2004	2 107	378	2 485	189	58	247
2005	2 208	391	2 599	204	58	261
	part en pourcentage					
2000	83,6	16,4	100,0	77,1	22,9	100,0
2001	83,7	16,3	100,0	75,8	24,2	100,0
2002	83,9	16,1	100,0	75,0	25,0	100,0
2003	85,0	15,0	100,0	75,9	24,1	100,0
2004	84,8	15,2	100,0	76,6	23,4	100,0
2005	84,9	15,1	100,0	77,9	22,1	100,0

3.1 La part de l'actif détenue par les États-Unis a diminué de façon substantielle depuis 2002

En 2005, les États-Unis détenaient 43,0 % de l'ensemble de l'actif sous contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances, alors que le Royaume-Uni en détenait 21,9 %. L'Allemagne et les Pays-Bas suivaient avec 11,7 % et 10,4 % respectivement (tableau explicatif 3.2). La part de l'actif sous contrôle étranger qui revient aux États-Unis a diminué d'un autre 2,0 points de pourcentage, poursuivant la tendance à la baisse amorcée en 2002.

Ce sont les quatre mêmes pays qui détenaient la part du lion des revenus d'exploitation sous contrôle étranger. Les États-Unis venaient en tête avec 45,3 % des revenus sous contrôle étranger, suivis par le Royaume-Uni (22,1 %), l'Allemagne (11,5 %) et les Pays-Bas (11,4 %).

3.2 L'actif sous contrôle américain dans le secteur financier est concentré dans l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

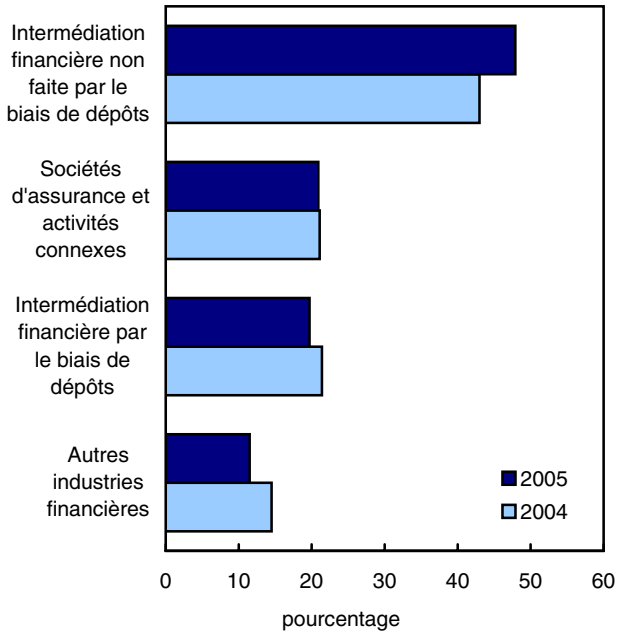
Près de la moitié de l'actif (47,9 %) sous contrôle américain dans le secteur de la finance et des assurances est attribuable à l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts (graphique 3.1). C'est aussi l'industrie qui a connu la croissance la plus forte de sa part de l'actif en 2005. Les sociétés d'assurance représentaient 20,9 % de l'actif sous contrôle américain en 2005.

L'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts a dépassé les sociétés d'assurance en 2005, avec une part de 41,1 % des revenus sous contrôle américain dans le secteur financier. Les sociétés d'assurance avaient généré 37,2 % des revenus.

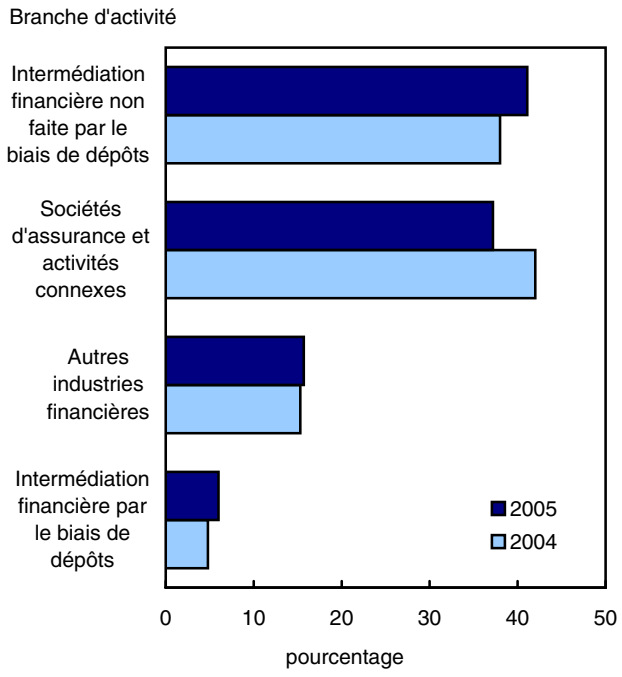
Tableau explicatif 3.2
Part de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle, 2000 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	pourcentage					
Actif						
États-Unis	51,6	52,8	52,0	46,7	45,0	43,0
Royaume-Uni	18,1	18,1	18,1	20,4	20,7	21,9
Allemagne	10,1	9,0	9,2	10,9	11,3	11,7
Pays Bas	4,8	5,9	6,7	7,1	9,3	10,4
Japon	4,3	4,6	4,5	4,7	4,0	4,2
France	3,6	3,8	4,4	4,4	4,3	4,1
Autres étrangers	7,5	5,8	F	5,8	5,5	4,7
Revenus d'exploitation						
États-Unis	52,8	54,4	56,3	47,2	44,2	45,3
Royaume-Uni	19,5	17,9	18,1	19,8	21,4	22,1
Allemagne	10,0	8,3	8,7	16,1	10,9	11,5
Pays Bas	5,8	6,0	6,2	8,1	10,7	11,4
France	4,1	3,5	3,7	3,2	3,5	3,7
Japon	2,0	2,2	1,9	1,6	1,5	1,6
Autres étrangers	5,7	7,6	F	4,0	7,8	4,5

Graphique 3.1
Part de l'actif sous contrôle américain selon l'industrie, 2004 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances



Graphique 3.2
Part des revenus d'exploitation sous contrôle américain selon l'industrie, 2004 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances



3.3 La croissance est plus marquée pour l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

La croissance de l'actif et des revenus d'exploitation du secteur de la finance et des assurances a été la plus forte dans le cas des entreprises d'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts en 2005. Les sociétés sous contrôle étranger ont enregistré une hausse de 11,5 % de leur actif en 2005 (tableau explicatif 3.3), comparativement à une augmentation de 7,9 % pour les sociétés d'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts sous contrôle canadien. La croissance des revenus d'exploitation a été de 14,0 %, soit un taux de croissance de 20,6 % pour les sociétés sous contrôle canadien et de 11,8 % pour les sociétés sous contrôle étranger. Une part importante de la croissance pour les sociétés sous contrôle étranger s'est concentrée dans les activités d'émission de cartes de crédit et de financement de ventes à crédit, tandis que la croissance pour les sociétés sous contrôle canadien dans cette industrie a touché l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôt.

Dans les services d'intermédiation financière par le biais de dépôt, les sociétés sous contrôle étranger ont enregistré une croissance plus rapide que les sociétés sous contrôle canadien, tant pour l'actif que pour les revenus. Les sociétés d'intermédiation financière par le biais de dépôts sous contrôle étranger ont vu leur actif augmenter de 5,7 % en 2005, comparativement à 4,4 % pour leurs homologues sous contrôle canadien. En outre, les revenus ont fait un bond de 22,8 % pour les sociétés d'intermédiation financière par le biais de dépôts sous contrôle étranger, comparativement à une croissance de 8,2 % pour les sociétés d'intermédiation financière par le biais de dépôts sous contrôle canadien. Dans le cas des sociétés sous contrôle étranger, la majeure partie de cette croissance est attribuable aux activités bancaires des particuliers et des entreprises ainsi qu'aux services bancaires aux grandes entreprises et aux institutions. Pour les sociétés sous contrôle canadien, les activités bancaires des particuliers et des entreprises venaient aussi en tête, avec une contribution significative des coopératives de crédit et des caisses populaires locales.

Tableau explicatif 3.3

Actifs selon le pays de contrôle selon la branche d'activité, 2004 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances

	Sous contrôle étanger	Sous contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
	millions de dollars			pourcentage
2005				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	120 801	90 868	211 668	57,1
Sociétés d'assurance et activités connexes	104 001	268 886	372 887	27,9
Autres industries financières	30 343	233 215	263 557	11,5
Intermédiation financière par le biais de dépôts	136 099	1 615 204	1 751 303	7,8
Total des branches d'activité financières et assurances	**391 244**	**2 208 173**	**2 599 416**	**15,1**
2004				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	108 363	84 250	192 613	56,3
Sociétés d'assurance et activités connexes	106 680	250 244	356 924	29,9
Autres industries financières	34 473	224 930	259 403	13,3
Intermédiation financière par le biais de dépôts	128 738	1 547 382	1 676 120	7,7
Total des branches d'activité financières et assurances	**378 254**	**2 106 806**	**2 485 060**	**15,2**

Tableau explicatif 3.4

Revenus d'exploitation selon le pays de contrôle selon la branche d'activité, 2004 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances

	Contrôle étanger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
	millions de dollars			pourcentage
2005				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	14 745	5 186	19 931	74,0
Sociétés d'assurance et activités connexes	30 395	63 960	94 354	32,2
Autres industries financières	6 118	45 122	51 240	11,9
Intermédiation financière par le biais de dépôts	6 348	89 236	95 583	6,6
Total des branches d'activité financières et assurances	**57 605**	**203 504**	**261 108**	**22,1**
2004				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	13 187	4 299	17 486	75,4
Sociétés d'assurance et activités connexes	33 459	60 425	93 884	35,6
Autres industries financières	5 815	41 840	47 655	12,2
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5 171	82 499	87 669	5,9
Total des branches d'activité financières et assurances	**57 631**	**189 064**	**246 695**	**23,4**

Section 4

Rendement économique

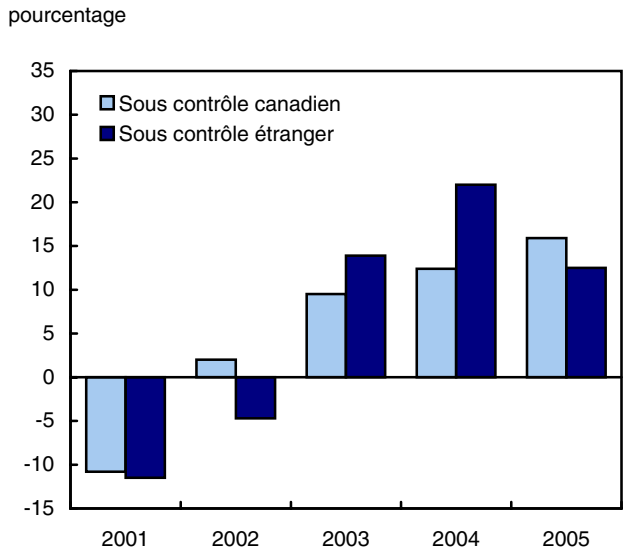
Les sociétés ayant des activités au Canada ont entraîné des bénéfices d'exploitation records de 249,9 milliards de dollars en 2005. L'économie était florissante et les prix du carburant ont fait en sorte que les bénéfices dans le secteur pétrolier et gazier ont atteint des sommets inégalés; l'augmentation des prix des minéraux et la mise en valeur des diamants dans le Nord ont rehaussé les bénéfices du secteur minier; les dépenses importantes des consommateurs ont contribué à alimenter les bénéfices du secteur du commerce de détail, et l'essor immobilier a fait augmenter les bénéfices de la construction encore davantage. Dans le secteur de la fabrication, par ailleurs, on a enregistré une légère baisse des bénéfices, la vigueur du dollar canadien a eu des répercussions sur les ventes à l'exportation et fait augmenter les coûts des facteurs de production.

Les sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger ont contribué à ces bénéfices records, les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien ont progressé de 15,9 %, pour s'établir à 173,6 milliards de dollars, et ceux des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 12,5 %, pour s'établir à 76,2 milliards de dollars en 2005 (tableau explicatif 4.1, graphique 4.1). La part des bénéfices des sociétés sous contrôle étranger est demeurée relativement stable depuis 2000, oscillant autour de la marque des 30 % pour l'ensemble de la période.

Tableau explicatif 4.1
Rendement économique, 2000 à 2005 – Toutes les branches d'activité

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars					
Bénéfices d'exploitation						
Total	**191 505**	**170 466**	**170 455**	**188 832**	**217 529**	**249 887**
Sous contrôle canadien	133 631	119 264	121 675	133 262	149 758	173 643
Sous contrôle étranger	57 874	51 202	48 780	55 571	67 771	76 244
	pourcentage					
Part sous contrôle des revenus d'exploitation						
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Sous contrôle canadien	69,8	70,0	71,4	70,6	68,8	69,5
Sous contrôle étranger	30,2	30,0	28,6	29,4	31,2	30,5
Marge bénéficiaire d'exploitation						
Total	**8,3**	**7,1**	**7,0**	**7,5**	**8,1**	**8,8**
Sous contrôle canadien	8,3	7,1	7,1	7,5	8,0	8,7
Sous contrôle étranger	8,3	7,0	6,8	7,4	8,4	9,0
Rendement des capitaux propres						
Total	**11,5**	**8,9**	**7,1**	**11,2**	**12,3**	**13,7**
Sous contrôle canadien	11,2	9,4	8,0	11,5	12,2	13,6
Sous contrôle étranger	12,2	7,8	5,0	10,5	12,5	13,9

Graphique 4.1
Variation annuelle des bénéfices d'exploitation, 2001 à 2005 – Toutes les branches d'activité



4.1 Les sociétés sous contrôle étranger affichent des marges bénéficiaires plus élevées dans le secteur non financier

En 2005, les marges bénéficiaires d'exploitation, qui correspondent à la capacité des gestionnaires de tirer des bénéfices des principales activités commerciales de leur entreprise[1], ont atteint leur plus haut niveau depuis les six dernières années. La marge bénéficiaire d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger s'est établie à 9,0 %, ce qui est supérieur à la proportion de 8,7 % enregistrée par les sociétés sous contrôle canadien (tableau explicatif 4.1). Depuis 2004, sauf en 2002, les marges bénéficiaires d'exploitation ont été plus élevées pour les sociétés sous contrôle étranger que pour celles sous contrôle canadien.

Le rendement des capitaux propres, qui correspond à la somme d'argent récupérée pour chaque dollar investi[2], a augmenté en 2005, pour atteindre un sommet en six ans, s'établissant à 13,9 % pour les sociétés sous contrôle étranger et à 13,6 % pour les sociétés sous contrôle canadien. Le rendement des capitaux propres des sociétés sous contrôle canadien était plus élevé que celui des sociétés sous contrôle étranger au début de la décennie, le dépassant de 3 points de pourcentage en 2002. En 2005, toutefois, le rendement des capitaux propres des sociétés sous contrôle canadien et de celles sous contrôle étranger a été similaire dans le secteur non financier, surtout en raison des bénéfices records réalisés dans le secteur des ressources naturelles pour les sociétés sous contrôle étranger.

Les sociétés du secteur financier ont enregistré des bénéfices records de 186,2 milliards de dollars en 2005 (tableau explicatif 4.2). La majeure partie de la croissance a été attribuable au secteur pétrolier et gazier (hausse de 9,6 milliards de dollars), de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle (hausse de 4,1 milliards de dollars), du transport (hausse de 2,3 milliards de dollars) et du commerce de détail (hausse de 2,2 milliards de dollars). Les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger du secteur non financier ont atteint 60,0 milliards de dollars en 2005, en hausse de 14,8 % par rapport à l'année précédente, tandis que ceux des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 18,3 %, pour s'établir à 126,2 milliards de dollars (graphique 4.2). La part des bénéfices des sociétés sous contrôle étranger dans le secteur non financier s'est établie à 32,2 % en 2005.

En 2005, la marge bénéficiaire d'exploitation et le rendement des capitaux propres du secteur non financier ont atteint leur plus haut niveau depuis 2000. La plupart des sociétés sous contrôle étranger ont eu des marges bénéficiaires d'exploitation plus élevées, mais un rendement des capitaux propres égal ou inférieur à celui des sociétés sous contrôle canadien. En 2005, les sociétés sous contrôle étranger ont affiché une marge bénéficiaire d'exploitation de 7,6 %, légèrement supérieure à celle des sociétés sous contrôle canadien, qui était de 7,0 % (tableau explicatif 4.2).

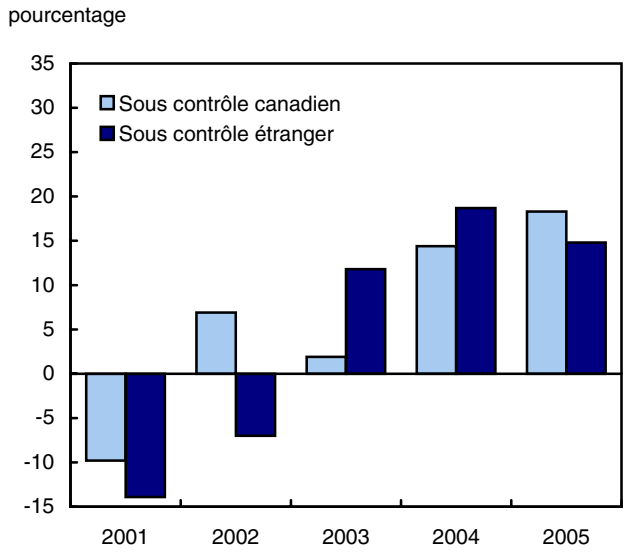
1. *La marge bénéficiaire d'exploitation correspond au ratio des bénéfices d'exploitation et des revenus totaux d'exploitation. Les bénéfices d'exploitation sont calculés sans tenir compte des frais d'intérêts, des revenus de placement, des pertes non récurrentes par moins-value d'actif, des gains et des pertes sur cession d'actif et des charges d'impôt sur le revenu.*

2. *Le rendement des capitaux propres correspond au ratio du bénéfice net et du total de l'avoir des actionnaires, le bénéfice net étant équivalent aux bénéfices après impôts et comprenant une déduction pour les dépenses d'intérêt.*

Tableau explicatif 4.2
Rendement économique, 2000 à 2005 – Branches d'activité non financières

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars					
Bénéfices d'exploitation						
Total	**144 198**	**128 002**	**130 913**	**137 285**	**158 900**	**186 210**
Sous contrôle canadienne	94 993	85 647	91 516	93 224	106 614	126 176
Sous contrôle étranger	49 205	42 355	39 397	44 061	52 285	60 034
	pourcentage					
Part sous contrôle des revenus d'exploitation						
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Sous contrôle canadienne	65,9	66,9	69,9	67,9	67,1	67,8
Sous contrôle étranger	34,1	33,1	30,1	32,1	32,9	32,2
Marge bénéficiaire d'exploitation						
Total	**6,9**	**5,9**	**5,9**	**6,0**	**6,6**	**7,2**
Sous contrôle canadienne	6,6	5,7	5,9	5,9	6,3	7,0
Sous contrôle étranger	7,6	6,3	6,0	6,4	7,0	7,6
Rendement des capitaux propres						
Total	**11,7**	**8,9**	**6,8**	**11,3**	**12,1**	**13,9**
Sous contrôle canadienne	11,0	9,5	7,8	11,6	12,0	13,9
Sous contrôle étranger	13,2	7,7	4,8	10,7	12,1	13,6

Graphique 4.2
Variation annuelle des bénéfices d'exploitation, 2001 à 2005 – Branches d'activité non financières



4.2 Les deux tiers des marges bénéficiaires sont sous contrôle américain

Les indicateurs du rendement économique des principaux pays qui ont des activités au Canada dans le secteur non financier figurent dans le tableau explicatif 4.3. Les États-Unis ont continué d'avoir la part du lion des bénéfices des sociétés sous contrôle étranger en 2005 qui, avec 41,0 milliards de dollars, ont représenté un peu plus des deux tiers de tous les bénéfices sous contrôle étranger en 2005. Les sociétés contrôlées par le Royaume-Uni suivaient avec 4,6 milliards de dollars de bénéfices d'exploitation.

En ce qui a trait à la marge bénéficiaire d'exploitation, ce sont les sociétés contrôlées par le Royaume-Uni qui menaient la marche avec des marges bénéficiaires d'exploitation de 9,5 % en 2005. Elles étaient suivies de près par celles des Pays-Bas (9,0 %) et des États-Unis (8,0 %). Parmi les principaux intervenants étrangers du secteur non financier, ce sont les sociétés sous contrôle suisse et allemand qui ont eu les marges bénéficiaires les plus faibles, soit moins de 3 %.

Tableau explicatif 4.3
Rendement économique selon le principal pays de contrôle, 2000 à 2005 – Branches d'activité non financières

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars					
Bénéfices d'exploitation						
États-Unis	35 000	29 276	25 420	29 913	36 944	41 039
Royaume-Uni	4 294	3 808	3 842	3 444	3 797	4 602
Pays Bas	1 458	1 397	1 350	1 821	2 622	3 187
Japon	1 945	1 216	1 728	1 671	2 005	2 045
France	1 445	1 448	1 342	1 188	1 350	1 469
Allemagne	1 315	1 326	1 685	1 664	1 236	1 402
	pourcentage					
Part sous contrôle des revenus d'exploitation						
États-Unis	71,1	69,1	64,5	67,9	70,7	68,4
Royaume-Uni	8,7	9,0	9,8	7,8	7,3	7,7
Pays Bas	3,0	3,3	3,4	4,1	5,0	5,3
Japon	4,0	2,9	4,4	3,8	3,8	3,4
France	2,9	3,4	3,4	2,7	2,6	2,4
Allemagne	2,7	3,1	4,3	3,8	2,4	2,3
Marge bénéficiaire d'exploitation						
États-Unis	8,2	6,5	5,8	6,7	7,7	8,0
Royaume-Uni	11,4	11,3	11,1	8,6	8,6	9,5
Pays Bas	10,0	8,7	9,6	6,5	8,8	9,0
Japon	3,9	2,4	3,2	3,2	3,8	3,8
France	7,5	7,2	6,7	6,1	6,4	6,6
Allemagne	2,8	2,8	3,6	3,7	2,6	2,8

4.3 La croissance des bénéfices a été plus forte pour les sociétés financières sous contrôle étranger

Les sociétés du secteur de la finance et des assurances ont produit des bénéfices records de 63,7 milliards de dollars en 2005, surtout attribuables au secteur bancaire (26,6 milliards de dollars) et aux autres industries financières (16,4 milliards de dollars). Il s'agit de la troisième année consécutive pendant laquelle les bénéfices augmentent dans le secteur de la finance et des assurances, après une légère baisse en 2002. La croissance a été la plus forte pour les sociétés sous contrôle étranger depuis 2002, leurs bénéfices ayant augmenté de près de 75 % au cours de cette période de trois ans, atteignant 16,2 milliards de dollars en 2005 (tableau explicatif 4.4). Parallèlement, les sociétés sous contrôle canadien ont vu leurs bénéfices augmenter d'un peu moins de 60 % depuis 2002, atteignant 47,5 milliards de dollars en 2005.

Tableau explicatif 4.4
Rendement économique, 2000 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances

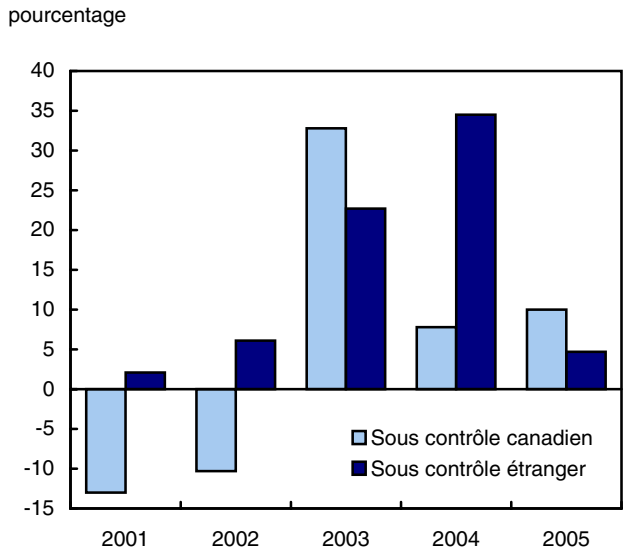
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars					
Bénéfices d'exploitation						
Total	**47 307**	**42 464**	**39 542**	**51 547**	**58 629**	**63 677**
Sous contrôle canadienne	38 638	33 617	30 159	40 037	43 144	47 467
Sous contrôle étranger	8 669	8 847	9 383	11 510	15 485	16 210
	pourcentage					
Part sous contrôle des revenus d'exploitation						
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Sous contrôle canadienne	81,7	79,2	76,3	77,7	73,6	74,5
Sous contrôle étranger	18,3	20,8	23,7	22,3	26,4	25,5
Marge bénéficiaire d'exploitation						
Total	**20,4**	**18,0**	**17,6**	**21,6**	**23,8**	**24,4**
Sous contrôle canadienne	21,6	18,8	17,9	22,1	22,8	23,3
Sous contrôle étranger	16,3	15,5	16,7	20,0	26,9	28,1
Rendement des capitaux propres						
Total	**10,7**	**9,0**	**8,0**	**10,9**	**12,9**	**13,2**
Sous contrôle canadienne	11,6	9,1	8,4	11,3	12,6	12,8
Sous contrôle étranger	7,1	8,3	6,5	9,1	14,7	15,5

4.4 Les marges bénéficiaires ont été les plus élevées pour les sociétés sous contrôle étranger dans le secteur financier

Les marges bénéficiaires d'exploitation du secteur de la finance et des assurances se sont établies à 24,4 % en 2005, ce qui représente plus de trois fois celles du secteur non financier (7,2 %). Les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle étranger ont été supérieures à celles des sociétés sous contrôle canadien–28,1 % comparativement à 23,3 %. Les marges bénéficiaires d'exploitation ont augmenté de façon marquée pour les sociétés sous contrôle étranger et celles sous contrôle canadien depuis 2001, alors qu'elles s'établissaient à 15,5 % pour les sociétés sous contrôle étranger et à 18,8 % pour les sociétés sous contrôle canadien.

Tout comme pour les marges bénéficiaires, le rendement des capitaux propres a été plus élevé pour les sociétés sous contrôle étranger que pour celles sous contrôle canadien pour la deuxième année consécutive, le rendement des sociétés sous contrôle étranger ayant été de 15,5 % en 2005–près de 3 points de pourcentage de plus que celui des sociétés sous contrôle canadien. Depuis 2002, le rendement des capitaux propres a plus que doublé pour les sociétés sous contrôle étranger, comparativement à une croissance de 50 % pour celles sous contrôle canadien.

Graphique 4.3
Variation annuelle des bénéfices d'exploitation, 2001 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances



Les indicateurs du rendement économique pour les principaux pays qui ont des activités dans le secteur de la finance et des assurances figurent dans le tableau explicatif 4.5. Les États-Unis dominent avec 7,4 milliards de dollars de bénéfices en 2005. Depuis 2000, la part des bénéfices d'exploitation sous contrôle américain est en baisse, ayant diminué de 12,4 points de pourcentage sur la période de cinq ans (tableau explicatif 4.5). Pendant la même période, les Pays-Bas ont vu leur part des bénéfices augmenter, pour passer de 2,0 % en 2000 à 10,4 % en 2005.

Pour ce qui est des marges bénéficiaires, le Japon a constamment affiché les marges les plus élevées, celles-ci ayant atteint 59,2 % en 2005. L'Allemagne suivait avec 40,3 %. Les marges bénéficiaires d'exploitation du Japon et de l'Allemagne ont augmenté de façon marquée depuis 2000.

Tableau explicatif 4.5
Rendement économique des sociétés sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle, 2000 à 2005 – Branches d'activité financières et assurances

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars					
Bénéfices d'exploitation						
États-Unis	5 034	5 184	5 786	5 859	7 220	7 408
Allemagne	977	1 084	1 619	2 139	2 105	2 665
Royaume-Uni	1 121	842	976	1 742	2 357	2 445
Pays Bas	170	349	160	476	1 653	1 683
Japon	431	564	455	422	461	544
France	281	254	173	170	450	475
	pourcentage					
Part sous contrôle des revenus d'exploitation						
États-Unis	58,1	58,6	61,7	50,9	46,6	45,7
Allemagne	11,3	12,3	17,3	18,6	13,6	16,4
Royaume-Uni	12,9	9,5	10,4	15,1	15,2	15,1
Pays Bas	2,0	3,9	1,7	4,1	10,7	10,4
Japon	5,0	6,4	4,8	3,7	3,0	3,4
France	3,2	2,9	1,8	1,5	2,9	2,9
Marge bénéficiaire d'exploitation						
États-Unis	17,9	16,7	18,3	21,5	28,4	28,4
Allemagne	18,4	22,9	33,1	23,0	33,4	40,3
Royaume-Uni	10,8	8,3	9,6	15,3	19,1	19,2
Pays Bas	5,5	10,2	4,6	10,2	26,8	25,7
Japon	40,5	44,3	43,2	45,2	51,9	59,2
France	12,9	12,6	8,4	9,2	22,5	22,4

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-008-X	Statistiques financières trimestrielles des entreprises
61-219-X	Statistiques financières et fiscales des entreprises
61-517-X	Liens de parenté entre sociétés

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

179-0004	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM), variables financières principales
180-0003	Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2503	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM) (anciennement CALURA)
2510	Statistiques financières et fiscales des entreprises

Tableaux statistiques

Tableau 1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	302	493	430	1 225	x	x	65 254	66 479
2004	318	531	204	1 053	x	x	60 501	61 554
2003	306	545	227	1 078	x	x	56 524	57 602
2002	401	x	x	1 056	x	x	52 788	53 844
2001	384	x	x	873	x	x	49 382	50 255
2000	459	443	180	1 082	x	x	44 980	46 062
1999	285	259	432	976	x	x	41 791	42 767
Revenus d'exploitation								
2005	207	402	147	757	x	x	41 340	42 097
2004	209	367	90	666	x	x	39 449	40 115
2003	197	375	66	638	x	x	38 159	38 796
2002	294	x	x	705	x	x	36 578	37 283
2001	264	x	x	568	x	x	35 722	36 290
2000	330	384	81	795	x	x	33 103	33 898
1999	363	250	369	982	x	x	29 497	30 479
Bénéfices d'exploitation								
2005	15	41	12	68	x	x	2 583	2 651
2004	12	-10	-14	-12	x	x	2 109	2 097
2003	8	15	-17	6	x	x	1 394	1 400
2002	5	x	x	-50	x	x	2 196	2 146
2001	9	x	x	8	x	x	2 593	2 601
2000	22	52	14	87	x	x	2 290	2 378
1999	36	28	49	113	x	x	1 735	1 848

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	0,5	0,7	0,6	1,8	x	x	98,2	100
2004	0,5	0,9	0,3	1,7	x	x	98,3	100
2003	0,5	0,9	0,4	1,9	x	x	98,1	100
2002	0,7	x	x	2,0	x	x	98,0	100
2001	0,8	x	x	1,7	x	x	98,3	100
2000	1,0	1,0	0,4	2,3	x	x	97,7	100
1999	0,7	0,6	1,0	2,3	x	x	97,7	100
Revenus d'exploitation								
2005	0,5	1,0	0,3	1,8	x	x	98,2	100
2004	0,5	0,9	0,2	1,7	x	x	98,3	100
2003	0,5	1,0	0,2	1,6	x	x	98,4	100
2002	0,8	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2001	0,7	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	1,0	1,1	0,2	2,3	x	x	97,7	100
1999	1,2	0,8	1,2	3,2	x	x	96,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	0,6	1,6	0,4	2,6	x	x	97,4	100
2004	0,6	-0,5	-0,7	-0,6	x	x	100,6	100
2003	0,6	1,1	-1,2	0,4	x	x	99,6	100
2002	0,2	x	x	-2,3	x	x	102,3	100
2001	0,3	x	x	0,3	x	x	99,7	100
2000	0,9	2,2	0,6	3,7	x	x	96,3	100
1999	2,0	1,5	2,6	6,1	x	x	93,9	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques

Tableau 2
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	87 734	x	x	125 814	x	x	197 956	323 770
2004	89 343	x	x	122 365	x	x	165 794	288 159
2003	92 442	x	x	119 805	x	x	134 361	254 165
2002	x	x	x	115 542	x	x	117 657	233 198
2001	x	x	x	104 568	x	x	109 357	213 925
2000	x	x	x	71 888	x	x	100 563	172 452
1999	49 545	1 112	F	58 295	x	x	74 351	132 646
Revenus d'exploitation								
2005	45 618	x	x	71 349	x	x	69 074	140 423
2004	40 661	x	x	63 050	x	x	53 707	116 758
2003	42 704	x	x	61 350	x	x	46 503	107 853
2002	x	x	x	49 387	x	x	50 532	99 919
2001	x	x	x	49 676	x	x	47 601	97 277
2000	x	x	x	44 087	x	x	37 530	81 617
1999	21 915	725	F	26 454	x	x	22 796	49 250
Bénéfices d'exploitation								
2005	10 988	x	x	15 397	x	x	14 389	29 785
2004	8 472	x	x	10 878	x	x	9 350	20 229
2003	8 756	x	x	11 415	x	x	9 573	20 988
2002	x	x	x	6 741	x	x	7 902	14 643
2001	x	x	x	9 766	x	x	10 797	20 564
2000	x	x	x	8 500	x	x	10 363	18 864
1999	2 749	88	F	3 204	x	x	1 214	4 417

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	27,1	x	x	38,9	x	x	61,1	100
2004	31,0	x	x	42,5	x	x	57,5	100
2003	36,4	x	x	47,1	x	x	52,9	100
2002	x	x	x	49,5	x	x	50,5	100
2001	x	x	x	48,9	x	x	51,1	100
2000	x	x	x	41,7	x	x	58,3	100
1999	37,4	0,8	F	43,9	x	x	56,1	100
Revenus d'exploitation								
2005	32,5	x	x	50,8	x	x	49,2	100
2004	34,8	x	x	54,0	x	x	46,0	100
2003	39,6	x	x	56,9	x	x	43,1	100
2002	x	x	x	49,4	x	x	50,6	100
2001	x	x	x	51,1	x	x	48,9	100
2000	x	x	x	54,0	x	x	46,0	100
1999	44,5	1,5	F	53,7	x	x	46,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	36,9	x	x	51,7	x	x	48,3	100
2004	41,9	x	x	53,8	x	x	46,2	100
2003	41,7	x	x	54,4	x	x	45,6	100
2002	x	x	x	46,0	x	x	54,0	100
2001	x	x	x	47,5	x	x	52,5	100
2000	x	x	x	45,1	x	x	54,9	100
1999	62,2	2,0	F	72,5	x	x	27,5	100

Tableau 3
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	4 139	3 008	3 451	10 598	x	x	73 577	84 175
2004	16 912	3 051	3 333	23 296	x	x	57 073	80 370
2003	15 945	2 124	5 480	23 550	x	x	53 869	77 419
2002	25 027	2 203	3 878	31 108	x	x	45 507	76 615
2001	11 871	1 919	3 317	17 107	x	x	56 104	73 211
2000	11 550	1 909	1 970	15 428	x	x	53 052	68 480
1999	10 126	1 888	2 679	14 693	x	x	52 421	67 114
Revenus d'exploitation								
2005	1 319	1 630	722	3 671	x	x	18 318	21 988
2004	6 165	1 035	1 256	8 456	x	x	13 451	21 907
2003	4 737	516	2 411	7 665	x	x	10 473	18 138
2002	5 029	512	1 386	6 927	x	x	12 035	18 961
2001	1 926	468	1 566	3 960	x	x	14 795	18 755
2000	2 679	453	1 404	4 536	x	x	14 265	18 801
1999	2 413	319	1 670	4 402	x	x	13 550	17 953
Bénéfices d'exploitation								
2005	486	547	149	1 182	x	x	2 651	3 833
2004	1 457	44	582	2 083	x	x	1 054	3 137
2003	491	78	717	1 286	x	x	725	2 012
2002	768	86	101	955	x	x	575	1 530
2001	89	84	198	371	x	x	1 093	1 464
2000	690	48	176	914	x	x	1 315	2 229
1999	669	7	187	863	x	x	445	1 307

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	4,9	3,6	4,1	12,6	x	x	87,4	100
2004	21,0	3,8	4,1	29,0	x	x	71,0	100
2003	20,6	2,7	7,1	30,4	x	x	69,6	100
2002	32,7	2,9	5,1	40,6	x	x	59,4	100
2001	16,2	2,6	4,5	23,4	x	x	76,6	100
2000	16,9	2,8	2,9	22,5	x	x	77,5	100
1999	15,1	2,8	4,0	21,9	x	x	78,1	100
Revenus d'exploitation								
2005	6,0	7,4	3,3	16,7	x	x	83,3	100
2004	28,1	4,7	5,7	38,6	x	x	61,4	100
2003	26,1	2,8	13,3	42,3	x	x	57,7	100
2002	26,5	2,7	7,3	36,5	x	x	63,5	100
2001	10,3	2,5	8,3	21,1	x	x	78,9	100
2000	14,2	2,4	7,5	24,1	x	x	75,9	100
1999	13,4	1,8	9,3	24,5	x	x	75,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	12,7	14,3	3,9	30,8	x	x	69,2	100
2004	46,4	1,4	18,6	66,4	x	x	33,6	100
2003	24,4	3,9	35,7	63,9	x	x	36,1	100
2002	50,2	5,6	6,6	62,4	x	x	37,6	100
2001	6,1	5,8	13,5	25,4	x	x	74,6	100
2000	31,0	2,2	7,9	41,0	x	x	59,0	100
1999	51,1	0,5	14,3	66,0	x	x	34,0	100

Tableau 4
Services publics

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	7 238	x	x	13 080	43 082	142 627	185 708	198 789
2004	7 101	x	x	11 545	40 629	137 231	177 860	189 405
2003	8 444	x	x	12 549	42 346	135 547	177 893	190 442
2002	x	x	x	9 991	38 407	137 322	175 730	185 721
2001	x	x	x	10 373	35 951	136 702	172 653	183 026
2000	x	x	x	3 898	37 731	135 467	173 198	177 096
1999	x	x	x	2 720	32 321	110 412	142 733	145 453
Revenus d'exploitation								
2005	6 039	x	x	32 105	23 915	34 852	58 767	90 872
2004	4 811	x	x	24 494	22 618	32 030	54 648	79 142
2003	8 185	x	x	23 565	27 686	32 668	60 354	83 918
2002	x	x	x	18 676	28 218	30 639	58 857	77 533
2001	x	x	x	33 124	26 468	33 959	60 427	93 551
2000	x	x	x	23 546	18 517	28 697	47 214	70 760
1999	x	x	x	15 166	15 741	22 369	38 109	53 275
Bénéfices d'exploitation								
2005	53	x	x	220	2 438	11 053	13 491	13 711
2004	196	x	x	294	2 574	8 849	11 423	11 717
2003	260	x	x	473	2 619	9 016	11 635	12 108
2002	x	x	x	404	2 030	8 460	10 490	10 894
2001	x	x	x	888	1 867	8 082	9 949	10 837
2000	x	x	x	70	2 138	9 750	11 889	11 959
1999	x	x	x	196	2 349	7 385	9 734	9 930

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	3,6	x	x	6,6	21,7	71,7	93,4	100
2004	3,7	x	x	6,1	21,5	72,5	93,9	100
2003	4,4	x	x	6,6	22,2	71,2	93,4	100
2002	x	x	x	5,4	20,7	73,9	94,6	100
2001	x	x	x	5,7	19,6	74,7	94,3	100
2000	x	x	x	2,2	21,3	76,5	97,8	100
1999	x	x	x	1,9	22,2	75,9	98,1	100
Revenus d'exploitation								
2005	6,6	x	x	35,3	26,3	38,4	64,7	100
2004	6,1	x	x	30,9	28,6	40,5	69,1	100
2003	9,8	x	x	28,1	33,0	38,9	71,9	100
2002	x	x	x	24,1	36,4	39,5	75,9	100
2001	x	x	x	35,4	28,3	36,3	64,6	100
2000	x	x	x	33,3	26,2	40,6	66,7	100
1999	x	x	x	28,5	29,5	42,0	71,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	0,4	x	x	1,6	17,8	80,6	98,4	100
2004	1,7	x	x	2,5	22,0	75,5	97,5	100
2003	2,1	x	x	3,9	21,6	74,5	96,1	100
2002	x	x	x	3,7	18,6	77,7	96,3	100
2001	x	x	x	8,2	17,2	74,6	91,8	100
2000	x	x	x	0,6	17,9	81,5	99,4	100
1999	x	x	x	2,0	23,7	74,4	98,0	100

Tableau 5
Construction

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	3 345	2 693	377	6 415	x	x	123 818	130 233
2004	2 802	2 103	389	5 294	x	x	114 021	119 314
2003	2 664	2 834	578	6 076	x	x	104 797	110 874
2002	2 318	1 863	587	4 768	x	x	94 097	98 865
2001	1 662	1 752	588	4 003	x	x	90 834	94 837
2000	1 628	1 713	786	4 126	x	x	85 189	89 315
1999	1 383	1 138	698	3 219	x	x	83 102	86 322
Revenus d'exploitation								
2005	6 141	2 876	235	9 253	x	x	168 830	178 083
2004	4 483	2 607	231	7 321	x	x	154 573	161 893
2003	4 824	2 404	481	7 709	x	x	142 992	150 701
2002	5 771	2 397	376	8 543	x	x	131 619	140 162
2001	4 069	2 046	267	6 382	x	x	124 048	130 430
2000	3 372	2 600	463	6 435	x	x	113 670	120 105
1999	2 745	1 539	583	4 867	x	x	103 521	108 388
Bénéfices d'exploitation								
2005	443	241	23	707	x	x	7 655	8 361
2004	98	186	27	311	x	x	6 276	6 587
2003	170	163	36	369	x	x	4 747	5 116
2002	158	224	17	400	x	x	4 715	5 115
2001	106	95	7	208	x	x	4 120	4 328
2000	140	112	-32	220	x	x	3 194	3 414
1999	129	62	65	256	x	x	3 257	3 513

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	2,6	2,1	0,3	4,9	x	x	95,1	100
2004	2,3	1,8	0,3	4,4	x	x	95,6	100
2003	2,4	2,6	0,5	5,5	x	x	94,5	100
2002	2,3	1,9	0,6	4,8	x	x	95,2	100
2001	1,8	1,8	0,6	4,2	x	x	95,8	100
2000	1,8	1,9	0,9	4,6	x	x	95,4	100
1999	1,6	1,3	0,8	3,7	x	x	96,3	100
Revenus d'exploitation								
2005	3,4	1,6	0,1	5,2	x	x	94,8	100
2004	2,8	1,6	0,1	4,5	x	x	95,5	100
2003	3,2	1,6	0,3	5,1	x	x	94,9	100
2002	4,1	1,7	0,3	6,1	x	x	93,9	100
2001	3,1	1,6	0,2	4,9	x	x	95,1	100
2000	2,8	2,2	0,4	5,4	x	x	94,6	100
1999	2,5	1,4	0,5	4,5	x	x	95,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	5,3	2,9	0,3	8,5	x	x	91,5	100
2004	1,5	2,8	0,4	4,7	x	x	95,3	100
2003	3,3	3,2	0,7	7,2	x	x	92,8	100
2002	3,1	4,4	0,3	7,8	x	x	92,2	100
2001	2,5	2,2	0,2	4,8	x	x	95,2	100
2000	4,1	3,3	-0,9	6,4	x	x	93,6	100
1999	3,7	1,8	1,9	7,3	x	x	92,7	100

Tableau 6
Fabrication

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	225 880	85 399	25 089	336 367	x	x	347 988	684 355
2004	223 964	83 550	23 892	331 406	x	x	347 852	679 258
2003	208 298	78 261	28 467	315 026	x	x	310 700	625 726
2002	206 709	77 988	26 181	310 878	x	x	302 446	613 323
2001	207 625	90 371	25 689	323 684	x	x	280 820	604 504
2000	153 680	88 028	24 436	266 143	x	x	325 815	591 958
1999	159 190	56 326	26 294	241 810	x	x	275 258	517 067
Revenus d'exploitation								
2005	243 027	89 973	39 251	372 250	x	x	344 180	716 430
2004	236 959	83 789	38 657	359 405	x	x	335 547	694 952
2003	221 823	76 709	40 645	339 177	x	x	313 524	652 701
2002	223 383	77 853	37 963	339 199	x	x	309 093	648 293
2001	222 498	80 843	36 930	340 271	x	x	298 809	639 080
2000	216 701	79 559	33 386	329 646	x	x	320 930	650 576
1999	223 694	51 228	33 638	308 561	x	x	283 486	592 047
Bénéfices d'exploitation								
2005	15 947	7 167	1 785	24 898	x	x	19 150	44 048
2004	15 626	6 265	1 783	23 674	x	x	20 788	44 462
2003	11 281	5 682	1 331	18 294	x	x	14 394	32 688
2002	11 878	5 951	1 728	19 557	x	x	18 314	37 871
2001	11 620	6 028	1 471	19 120	x	x	16 050	35 170
2000	20 799	6 333	2 002	29 134	x	x	23 177	52 311
1999	17 984	5 559	2 602	26 145	x	x	20 752	46 897

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	33,0	12,5	3,7	49,2	x	x	50,8	100
2004	33,0	12,3	3,5	48,8	x	x	51,2	100
2003	33,3	12,5	4,5	50,3	x	x	49,7	100
2002	33,7	12,7	4,3	50,7	x	x	49,3	100
2001	34,3	14,9	4,2	53,5	x	x	46,5	100
2000	26,0	14,9	4,1	45,0	x	x	55,0	100
1999	30,8	10,9	5,1	46,8	x	x	53,2	100
Revenus d'exploitation								
2005	33,9	12,6	5,5	52,0	x	x	48,0	100
2004	34,1	12,1	5,6	51,7	x	x	48,3	100
2003	34,0	11,8	6,2	52,0	x	x	48,0	100
2002	34,5	12,0	5,9	52,3	x	x	47,7	100
2001	34,8	12,6	5,8	53,2	x	x	46,8	100
2000	33,3	12,2	5,1	50,7	x	x	49,3	100
1999	37,8	8,7	5,7	52,1	x	x	47,9	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	36,2	16,3	4,1	56,5	x	x	43,5	100
2004	35,1	14,1	4,0	53,2	x	x	46,8	100
2003	34,5	17,4	4,1	56,0	x	x	44,0	100
2002	31,4	15,7	4,6	51,6	x	x	48,4	100
2001	33,0	17,1	4,2	54,4	x	x	45,6	100
2000	39,8	12,1	3,8	55,7	x	x	44,3	100
1999	38,3	11,9	5,5	55,7	x	x	44,3	100

Tableau 7
Commerce de gros

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	42 266	16 633	13 067	71 966	x	x	121 037	193 004
2004	38 431	14 661	11 516	64 608	x	x	117 952	182 559
2003	33 798	13 000	11 568	58 365	x	x	106 769	165 134
2002	33 050	13 530	11 432	58 013	x	x	107 532	165 545
2001	31 943	12 102	10 616	54 661	x	x	105 113	159 773
2000	34 994	13 059	13 223	61 276	x	x	100 626	161 902
1999	27 232	8 418	10 105	45 755	x	x	96 192	141 947
Revenus d'exploitation								
2005	98 877	31 991	36 025	166 892	x	x	257 183	424 075
2004	87 889	28 852	35 653	152 394	x	x	243 830	396 224
2003	72 206	27 802	32 188	132 196	x	x	239 071	371 267
2002	66 171	26 586	32 646	125 404	x	x	236 930	362 333
2001	67 176	25 347	30 907	123 430	x	x	239 491	362 921
2000	67 344	28 322	32 596	128 262	x	x	225 720	353 982
1999	54 810	19 070	24 731	98 611	x	x	210 635	309 246
Bénéfices d'exploitation								
2005	4 140	1 570	1 123	6 833	x	x	7 775	14 608
2004	3 687	1 367	1 043	6 097	x	x	7 745	13 842
2003	2 625	1 063	847	4 535	x	x	5 995	10 530
2002	2 443	1 036	770	4 250	x	x	5 404	9 654
2001	2 372	964	598	3 934	x	x	5 509	9 444
2000	2 306	944	756	4 006	x	x	5 321	9 326
1999	2 064	793	612	3 469	x	x	4 655	8 124

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	21,9	8,6	6,8	37,3	x	x	62,7	100
2004	21,1	8,0	6,3	35,4	x	x	64,6	100
2003	20,5	7,9	7,0	35,3	x	x	64,7	100
2002	20,0	8,2	6,9	35,0	x	x	65,0	100
2001	20,0	7,6	6,6	34,2	x	x	65,8	100
2000	21,6	8,1	8,2	37,8	x	x	62,2	100
1999	19,2	5,9	7,1	32,2	x	x	67,8	100
Revenus d'exploitation								
2005	23,3	7,5	8,5	39,4	x	x	60,6	100
2004	22,2	7,3	9,0	38,5	x	x	61,5	100
2003	19,4	7,5	8,7	35,6	x	x	64,4	100
2002	18,3	7,3	9,0	34,6	x	x	65,4	100
2001	18,5	7,0	8,5	34,0	x	x	66,0	100
2000	19,0	8,0	9,2	36,2	x	x	63,8	100
1999	17,7	6,2	8,0	31,9	x	x	68,1	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	28,3	10,7	7,7	46,8	x	x	53,2	100
2004	26,6	9,9	7,5	44,0	x	x	56,0	100
2003	24,9	10,1	8,0	43,1	x	x	56,9	100
2002	25,3	10,7	8,0	44,0	x	x	56,0	100
2001	25,1	10,2	6,3	41,7	x	x	58,3	100
2000	24,7	10,1	8,1	42,9	x	x	57,1	100
1999	25,4	9,8	7,5	42,7	x	x	57,3	100

Tableau 8
Commerce de détail

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	30 263	1 789	680	32 732	121 517	2 355	123 872	156 604
2004	26 544	3 314	610	30 468	111 429	2 356	113 784	144 253
2003	23 803	3 169	692	27 664	107 023	2 464	109 487	137 151
2002	21 681	3 654	638	25 973	101 814	2 230	104 044	130 017
2001	19 071	3 237	584	22 892	91 629	2 066	93 696	116 588
2000	16 632	2 620	502	19 755	88 761	1 876	90 637	110 392
1999	15 441	3 553	402	19 395	81 033	1 393	82 425	101 821
Revenus d'exploitation								
2005	55 424	6 326	2 349	64 099	320 688	32 008	352 696	416 795
2004	50 495	8 454	2 411	61 360	297 590	31 242	328 832	390 191
2003	47 305	7 743	2 379	57 426	291 102	12 034	303 136	360 562
2002	45 088	8 644	2 279	56 012	280 412	10 758	291 171	347 183
2001	42 502	7 998	2 123	52 623	255 442	10 920	266 363	318 986
2000	39 112	7 291	2 093	48 496	243 226	7 741	250 967	299 463
1999	34 611	7 663	1 690	43 963	223 156	8 459	231 615	275 579
Bénéfices d'exploitation								
2005	2 837	86	28	2 951	8 496	5 211	13 707	16 659
2004	2 396	4	15	2 415	7 162	4 923	12 085	14 500
2003	2 158	131	44	2 333	6 878	4 553	11 431	13 764
2002	1 678	187	30	1 895	6 485	4 256	10 742	12 637
2001	1 263	198	24	1 485	5 542	4 353	9 895	11 380
2000	1 315	204	73	1 592	4 825	2 668	7 493	9 085
1999	1 188	462	49	1 699	4 812	3 028	7 840	9 540

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	19,3	1,1	0,4	20,9	77,6	1,5	79,1	100
2004	18,4	2,3	0,4	21,1	77,2	1,6	78,9	100
2003	17,4	2,3	0,5	20,2	78,0	1,8	79,8	100
2002	16,7	2,8	0,5	20,0	78,3	1,7	80,0	100
2001	16,4	2,8	0,5	19,6	78,6	1,8	80,4	100
2000	15,1	2,4	0,5	17,9	80,4	1,7	82,1	100
1999	15,2	3,5	0,4	19,0	79,6	1,4	81,0	100
Revenus d'exploitation								
2005	13,3	1,5	0,6	15,4	76,9	7,7	84,6	100
2004	12,9	2,2	0,6	15,7	76,3	8,0	84,3	100
2003	13,1	2,1	0,7	15,9	80,7	3,3	84,1	100
2002	13,0	2,5	0,7	16,1	80,8	3,1	83,9	100
2001	13,3	2,5	0,7	16,5	80,1	3,4	83,5	100
2000	13,1	2,4	0,7	16,2	81,2	2,6	83,8	100
1999	12,6	2,8	0,6	16,0	81,0	3,1	84,0	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	17,0	0,5	0,2	17,7	51,0	31,3	82,3	100
2004	16,5	0,0	0,1	16,7	49,4	34,0	83,3	100
2003	15,7	1,0	0,3	17,0	50,0	33,1	83,0	100
2002	13,3	1,5	0,2	15,0	51,3	33,7	85,0	100
2001	11,1	1,7	0,2	13,1	48,7	38,3	86,9	100
2000	14,5	2,2	0,8	17,5	53,1	29,4	82,5	100
1999	12,5	4,8	0,5	17,8	50,4	31,7	82,2	100

Tableau 9
Transport et entreposage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	30 954	6 702	821	38 477	101 538	9 288	110 826	149 303
2004	28 480	6 525	812	35 818	95 192	10 692	105 883	141 701
2003	26 347	5 987	624	32 958	85 782	11 472	97 254	130 212
2002	25 257	5 751	733	31 740	80 711	11 147	91 858	123 598
2001	23 996	1 434	685	26 115	82 198	10 845	93 043	119 158
2000	15 665	F	675	17 295	90 584	9 571	100 155	117 449
1999	13 988	875	635	15 497	78 946	8 784	87 730	103 227
Revenus d'exploitation								
2005	19 456	3 566	1 851	24 873	90 801	7 232	98 033	122 906
2004	17 494	3 117	1 901	22 512	83 446	8 744	92 190	114 702
2003	12 081	2 842	1 598	16 521	75 774	8 538	84 312	100 833
2002	11 909	2 019	1 883	15 811	74 866	8 265	83 130	98 941
2001	11 671	1 859	1 919	15 449	75 034	8 158	83 191	98 640
2000	9 375	F	1 944	12 968	73 913	7 822	81 735	94 704
1999	8 791	1 260	1 952	12 003	68 439	6 984	75 423	87 425
Bénéfices d'exploitation								
2005	3 235	411	203	3 849	6 657	226	6 883	10 732
2004	2 580	361	230	3 171	4 909	334	5 243	8 413
2003	1 947	309	127	2 383	3 735	379	4 114	6 497
2002	1 985	309	207	2 500	4 182	356	4 537	7 037
2001	1 852	-130	126	1 848	2 459	278	2 737	4 585
2000	1 554	F	77	1 647	3 619	271	3 891	5 538
1999	1 634	74	76	1 784	3 806	254	4 060	5 844

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	20,7	4,5	0,5	25,8	68,0	6,2	74,2	100
2004	20,1	4,6	0,6	25,3	67,2	7,5	74,7	100
2003	20,2	4,6	0,5	25,3	65,9	8,8	74,7	100
2002	20,4	4,7	0,6	25,7	65,3	9,0	74,3	100
2001	20,1	1,2	0,6	21,9	69,0	9,1	78,1	100
2000	13,3	F	0,6	14,7	77,1	8,1	85,3	100
1999	13,6	0,8	0,6	15,0	76,5	8,5	85,0	100
Revenus d'exploitation								
2005	15,8	2,9	1,5	20,2	73,9	5,9	79,8	100
2004	15,3	2,7	1,7	19,6	72,7	7,6	80,4	100
2003	12,0	2,8	1,6	16,4	75,1	8,5	83,6	100
2002	12,0	2,0	1,9	16,0	75,7	8,4	84,0	100
2001	11,8	1,9	1,9	15,7	76,1	8,3	84,3	100
2000	9,9	F	2,1	13,7	78,0	8,3	86,3	100
1999	10,1	1,4	2,2	13,7	78,3	8,0	86,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	30,1	3,8	1,9	35,9	62,0	2,1	64,1	100
2004	30,7	4,3	2,7	37,7	58,3	4,0	62,3	100
2003	30,0	4,8	2,0	36,7	57,5	5,8	63,3	100
2002	28,2	4,4	2,9	35,5	59,4	5,1	64,5	100
2001	40,4	-2,8	2,7	40,3	53,6	6,1	59,7	100
2000	28,1	F	1,4	29,7	65,4	4,9	70,3	100
1999	28,0	1,3	1,3	30,5	65,1	4,3	69,5	100

Tableau 10
Industrie de l'information et industrie culturelle

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	7 805	2 116	808	10 729	x	x	132 912	143 641
2004	6 404	2 686	769	9 859	x	x	134 673	144 532
2003	5 788	2 657	869	9 313	x	x	133 574	142 887
2002	4 342	2 148	1 043	7 534	x	x	155 293	162 827
2001	4 109	2 070	F	7 121	x	x	162 496	169 617
2000	4 199	1 831	F	6 611	x	x	148 170	154 781
1999	4 204	813	439	5 456	x	x	118 485	123 941
Revenus d'exploitation								
2005	5 345	1 816	548	7 708	x	x	69 407	77 115
2004	4 390	1 837	537	6 764	x	x	64 809	71 573
2003	3 900	1 802	644	6 346	x	x	66 479	72 826
2002	3 931	1 745	870	6 545	x	x	64 667	71 213
2001	4 047	1 817	F	6 693	x	x	64 096	70 789
2000	3 721	1 396	F	5 817	x	x	59 939	65 757
1999	3 359	1 124	428	4 911	x	x	55 257	60 169
Bénéfices d'exploitation								
2005	334	191	138	662	x	x	9 896	10 558
2004	320	124	88	532	x	x	5 897	6 429
2003	310	97	11	418	x	x	7 722	8 140
2002	202	125	-49	279	x	x	5 682	5 961
2001	393	156	F	519	x	x	4 669	5 188
2000	8	96	F	67	x	x	7 357	7 424
1999	156	124	0	280	x	x	6 246	6 526

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	5,4	1,5	0,6	7,5	x	x	92,5	100
2004	4,4	1,9	0,5	6,8	x	x	93,2	100
2003	4,1	1,9	0,6	6,5	x	x	93,5	100
2002	2,7	1,3	0,6	4,6	x	x	95,4	100
2001	2,4	1,2	F	4,2	x	x	95,8	100
2000	2,7	1,2	F	4,3	x	x	95,7	100
1999	3,4	0,7	0,4	4,4	x	x	95,6	100
Revenus d'exploitation								
2005	6,9	2,4	0,7	10,0	x	x	90,0	100
2004	6,1	2,6	0,8	9,5	x	x	90,5	100
2003	5,4	2,5	0,9	8,7	x	x	91,3	100
2002	5,5	2,4	1,2	9,2	x	x	90,8	100
2001	5,7	2,6	F	9,5	x	x	90,5	100
2000	5,7	2,1	F	8,8	x	x	91,2	100
1999	5,6	1,9	0,7	8,2	x	x	91,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	3,2	1,8	1,3	6,3	x	x	93,7	100
2004	5,0	1,9	1,4	8,3	x	x	91,7	100
2003	3,8	1,2	0,1	5,1	x	x	94,9	100
2002	3,4	2,1	-0,8	4,7	x	x	95,3	100
2001	7,6	3,0	F	10,0	x	x	90,0	100
2000	0,1	1,3	F	0,9	x	x	99,1	100
1999	2,4	1,9	0,0	4,3	x	x	95,7	100

Tableau 11
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	80 640	x	x	120 801	x	x	90 868	211 668
2004	73 164	x	x	108 363	17 970	66 279	84 250	192 613
2003	63 514	x	x	95 009	15 537	65 125	80 662	175 672
2002	63 269	19 486	8 365	91 121	18 064	64 195	82 258	173 379
2001	58 679	16 459	7 479	82 617	17 312	61 836	79 148	161 765
2000	57 766	17 958	9 111	84 835	18 527	55 420	73 947	158 782
1999	63 137	4 695	11 866	79 698	20 103	52 354	72 457	152 155
Revenus d'exploitation								
2005	10 716	x	x	14 745	x	x	5 186	19 931
2004	9 663	x	x	13 187	3 283	1 016	4 299	17 486
2003	8 774	x	x	12 195	3 102	5 136	8 238	20 433
2002	8 743	2 081	648	11 473	3 202	5 095	8 297	19 770
2001	8 402	1 992	678	11 072	2 842	5 328	8 171	19 243
2000	7 591	2 112	800	10 504	3 199	5 350	8 549	19 053
1999	7 999	675	849	9 524	3 541	4 701	8 243	17 767
Bénéfices d'exploitation								
2005	3 740	x	x	6 680	x	x	2 218	8 898
2004	3 143	x	x	5 641	924	151	1 075	6 716
2003	2 908	x	x	5 413	627	3 244	3 871	9 284
2002	2 847	1 501	396	4 744	651	3 287	3 938	8 681
2001	2 948	1 018	354	4 320	543	3 418	3 961	8 281
2000	2 170	774	500	3 445	782	4 354	5 136	8 580
1999	1 920	262	633	2 815	522	3 813	4 336	7 150

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	38,1	x	x	57,1	x	x	42,9	100
2004	38,0	x	x	56,3	9,3	34,4	43,7	100
2003	36,2	x	x	54,1	8,8	37,1	45,9	100
2002	36,5	11,2	4,8	52,6	10,4	37,0	47,4	100
2001	36,3	10,2	4,6	51,1	10,7	38,2	48,9	100
2000	36,4	11,3	5,7	53,4	11,7	34,9	46,6	100
1999	41,5	3,1	7,8	52,4	13,2	34,4	47,6	100
Revenus d'exploitation								
2005	53,8	x	x	74,0	x	x	26,0	100
2004	55,3	x	x	75,4	18,8	5,8	24,6	100
2003	42,9	x	x	59,7	15,2	25,1	40,3	100
2002	44,2	10,5	3,3	58,0	16,2	25,8	42,0	100
2001	43,7	10,4	3,5	57,5	14,8	27,7	42,5	100
2000	39,8	11,1	4,2	55,1	16,8	28,1	44,9	100
1999	45,0	3,8	4,8	53,6	19,9	26,5	46,4	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	42,0	x	x	75,1	x	x	24,9	100
2004	46,8	x	x	84,0	13,8	2,2	16,0	100
2003	31,3	x	x	58,3	6,8	34,9	41,7	100
2002	32,8	17,3	4,6	54,6	7,5	37,9	45,4	100
2001	35,6	12,3	4,3	52,2	6,6	41,3	47,8	100
2000	25,3	9,0	5,8	40,1	9,1	50,7	59,9	100
1999	26,9	3,7	8,8	39,4	7,3	53,3	60,6	100

Tableau 12
Sociétés d'assurance et activités connexes

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	35 111	x	x	104 001	x	x	268 886	372 887
2004	35 867	60 036	10 777	106 680	x	x	250 244	356 924
2003	44 765	x	x	107 240	219 451	9 982	229 433	336 673
2002	65 760	48 151	7 797	121 708	182 074	8 998	191 072	312 781
2001	63 002	44 154	9 685	116 842	159 736	8 543	168 279	285 121
2000	56 587	41 168	9 347	107 103	152 611	8 611	161 222	268 325
1999	54 313	39 320	6 045	99 679	150 422	8 292	158 714	258 393
Revenus d'exploitation								
2005	9 708	x	x	30 395	x	x	63 960	94 354
2004	10 687	19 373	3 398	33 459	x	x	60 425	93 884
2003	12 724	x	x	34 018	51 311	4 760	56 071	90 089
2002	16 535	14 318	1 972	32 825	45 023	4 472	49 495	82 320
2001	14 369	13 458	3 115	30 943	42 312	4 280	46 592	77 535
2000	12 800	13 508	1 255	27 563	41 756	4 135	45 891	73 454
1999	12 470	11 972	1 390	25 832	39 394	3 952	43 346	69 178
Bénéfices d'exploitation								
2005	2 505	x	x	5 943	x	x	5 851	11 794
2004	2 946	2 971	901	6 818	x	x	5 505	12 323
2003	1 895	x	x	3 650	5 331	249	5 580	9 230
2002	1 567	598	-30	2 135	3 590	-334	3 257	5 392
2001	1 274	622	348	2 245	2 757	-242	2 515	4 760
2000	1 419	900	114	2 433	3 281	251	3 532	5 966
1999	1 378	702	-16	2 064	3 010	18	3 028	5 092

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	9,4	x	x	27,9	x	x	72,1	100
2004	10,0	16,8	3,0	29,9	x	x	70,1	100
2003	13,3	x	x	31,9	65,2	3,0	68,1	100
2002	21,0	15,4	2,5	38,9	58,2	2,9	61,1	100
2001	22,1	15,5	3,4	41,0	56,0	3,0	59,0	100
2000	21,1	15,3	3,5	39,9	56,9	3,2	60,1	100
1999	21,0	15,2	2,3	38,6	58,2	3,2	61,4	100
Revenus d'exploitation								
2005	10,3	x	x	32,2	x	x	67,8	100
2004	11,4	20,6	3,6	35,6	x	x	64,4	100
2003	14,1	x	x	37,8	57,0	5,3	62,2	100
2002	20,1	17,4	2,4	39,9	54,7	5,4	60,1	100
2001	18,5	17,4	4,0	39,9	54,6	5,5	60,1	100
2000	17,4	18,4	1,7	37,5	56,8	5,6	62,5	100
1999	18,0	17,3	2,0	37,3	56,9	5,7	62,7	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	21,2	x	x	50,4	x	x	49,6	100
2004	23,9	24,1	7,3	55,3	x	x	44,7	100
2003	20,5	x	x	39,5	57,8	2,7	60,5	100
2002	29,1	11,1	-0,6	39,6	66,6	-6,2	60,4	100
2001	26,8	13,1	7,3	47,2	57,9	-5,1	52,8	100
2000	23,8	15,1	1,9	40,8	55,0	4,2	59,2	100
1999	27,1	13,8	-0,3	40,5	59,1	0,4	59,5	100

Tableau 13
Autres industries financières

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	19 418	8 157	2 768	30 343	x	x	233 215	263 557
2004	24 755	6 847	2 871	34 473	x	x	224 930	259 403
2003	19 210	6 626	2 248	28 084	x	x	182 205	210 288
2002	21 267	3 715	1 552	26 534	x	x	160 594	187 128
2001	F	3 574	1 511	24 511	x	x	163 739	188 250
2000	20 029	F	1 552	25 679	x	x	166 381	192 060
1999	18 165	2 482	F	23 327	x	x	175 215	198 541
Revenus d'exploitation								
2005	4 088	1 424	605	6 118	x	x	45 122	51 240
2004	3 888	1 323	603	5 815	x	x	41 840	47 655
2003	4 421	1 517	445	6 384	x	x	35 226	41 610
2002	4 978	1 333	364	6 675	x	x	32 149	38 824
2001	F	1 322	456	7 861	x	x	35 736	43 597
2000	5 077	F	489	7 079	x	x	36 779	43 858
1999	3 176	561	F	4 369	x	x	30 885	35 255
Bénéfices d'exploitation								
2005	722	740	180	1 642	x	x	14 793	16 435
2004	751	614	151	1 516	x	x	12 629	14 145
2003	786	497	85	1 367	x	x	8 571	9 938
2002	1 189	258	57	1 504	x	x	7 484	8 988
2001	F	193	92	984	x	x	9 204	10 187
2000	1 085	F	84	1 483	x	x	10 660	12 143
1999	632	110	F	830	x	x	9 745	10 575

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	7,4	3,1	1,1	11,5	x	x	88,5	100
2004	9,5	2,6	1,1	13,3	x	x	86,7	100
2003	9,1	3,2	1,1	13,4	x	x	86,6	100
2002	11,4	2,0	0,8	14,2	x	x	85,8	100
2001	F	1,9	0,8	13,0	x	x	87,0	100
2000	10,4	F	0,8	13,4	x	x	86,6	100
1999	9,1	1,3	F	11,7	x	x	88,3	100
Revenus d'exploitation								
2005	8,0	2,8	1,2	11,9	x	x	88,1	100
2004	8,2	2,8	1,3	12,2	x	x	87,8	100
2003	10,6	3,6	1,1	15,3	x	x	84,7	100
2002	12,8	3,4	0,9	17,2	x	x	82,8	100
2001	F	3,0	1,0	18,0	x	x	82,0	100
2000	11,6	F	1,1	16,1	x	x	83,9	100
1999	9,0	1,6	F	12,4	x	x	87,6	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	4,4	4,5	1,1	10,0	x	x	90,0	100
2004	5,3	4,3	1,1	10,7	x	x	89,3	100
2003	7,9	5,0	0,9	13,8	x	x	86,2	100
2002	13,2	2,9	0,6	16,7	x	x	83,3	100
2001	F	1,9	0,9	9,7	x	x	90,3	100
2000	8,9	F	0,7	12,2	x	x	87,8	100
1999	6,0	1,0	F	7,8	x	x	92,2	100

Tableau 14
Intermédiation financière par le biais de dépôts

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	33 122	93 504	9 473	136 099	x	x	1 615 204	1 751 303
2004	36 403	83 890	8 444	128 738	x	x	1 547 382	1 676 120
2003	29 111	63 706	11 975	104 793	x	x	1 413 641	1 518 434
2002	26 360	64 026	10 078	100 464	x	x	1 330 740	1 431 205
2001	32 639	61 970	10 431	105 039	x	x	1 274 417	1 379 457
2000	26 143	56 229	10 845	93 216	x	x	1 188 200	1 281 416
1999	23 798	100 693	10 369	134 860	x	x	1 079 380	1 214 240
Revenus d'exploitation								
2005	1 568	4 414	366	6 348	x	x	89 236	95 583
2004	1 221	3 624	325	5 171	x	x	82 499	87 669
2003	1 284	3 204	591	5 079	x	x	81 719	86 798
2002	1 286	3 201	563	5 050	x	x	78 211	83 261
2001	2 119	4 024	901	7 044	x	x	88 172	95 216
2000	2 606	4 458	918	7 982	x	x	87 520	95 502
1999	1 513	8 360	1 276	11 150	x	x	74 262	85 412
Bénéfices d'exploitation								
2005	442	1 380	123	1 945	x	x	24 605	26 550
2004	380	1 036	94	1 510	x	x	23 934	25 445
2003	270	698	111	1 079	x	x	22 016	23 096
2002	183	688	129	1 000	x	x	15 481	16 481
2001	263	824	211	1 298	x	x	17 937	19 235
2000	360	730	219	1 309	x	x	19 309	20 618
1999	359	1 147	209	1 714	x	x	17 700	19 415

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	1,9	5,3	0,5	7,8	x	x	92,2	100
2004	2,2	5,0	0,5	7,7	x	x	92,3	100
2003	1,9	4,2	0,8	6,9	x	x	93,1	100
2002	1,8	4,5	0,7	7,0	x	x	93,0	100
2001	2,4	4,5	0,8	7,6	x	x	92,4	100
2000	2,0	4,4	0,8	7,3	x	x	92,7	100
1999	2,0	8,3	0,9	11,1	x	x	88,9	100
Revenus d'exploitation								
2005	1,6	4,6	0,4	6,6	x	x	93,4	100
2004	1,4	4,1	0,4	5,9	x	x	94,1	100
2003	1,5	3,7	0,7	5,9	x	x	94,1	100
2002	1,5	3,8	0,7	6,1	x	x	93,9	100
2001	2,2	4,2	0,9	7,4	x	x	92,6	100
2000	2,7	4,7	1,0	8,4	x	x	91,6	100
1999	1,8	9,8	1,5	13,1	x	x	86,9	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	1,7	5,2	0,5	7,3	x	x	92,7	100
2004	1,5	4,1	0,4	5,9	x	x	94,1	100
2003	1,2	3,0	0,5	4,7	x	x	95,3	100
2002	1,1	4,2	0,8	6,1	x	x	93,9	100
2001	1,4	4,3	1,1	6,7	x	x	93,3	100
2000	1,7	3,5	1,1	6,3	x	x	93,7	100
1999	1,8	5,9	1,1	8,8	x	x	91,2	100

Tableau 15
Services immobiliers et services de location et de location à bail

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	23 122	2 805	6 399	32 327	193 461	2 283	195 745	228 072
2004	21 282	2 872	5 673	29 826	183 078	2 497	185 575	215 401
2003	20 261	2 640	5 328	28 230	172 344	F	175 137	203 367
2002	F	2 118	3 573	23 279	169 980	F	173 261	196 540
2001	19 899	2 712	1 870	24 482	157 572	F	160 423	184 905
2000	F	3 351	3 665	24 850	150 575	2 530	153 105	177 955
1999	10 093	2 978	3 072	16 144	154 683	2 627	157 310	173 454
Revenus d'exploitation								
2005	5 636	688	661	6 985	51 649	254	51 903	58 888
2004	5 434	628	625	6 686	49 560	250	49 810	56 496
2003	4 956	619	694	6 270	46 675	F	47 019	53 289
2002	F	565	492	5 073	44 870	F	45 372	50 445
2001	8 125	519	453	9 098	42 109	F	42 519	51 617
2000	F	927	631	7 303	42 190	264	42 454	49 757
1999	3 443	797	648	4 887	36 344	346	36 690	41 578
Bénéfices d'exploitation								
2005	615	134	242	991	9 301	100	9 401	10 392
2004	536	115	237	888	8 598	78	8 676	9 564
2003	441	128	251	819	8 630	F	8 712	9 532
2002	F	148	173	660	8 975	F	9 116	9 776
2001	2 167	137	124	2 428	7 999	F	8 078	10 506
2000	F	134	132	1 613	7 401	73	7 474	9 087
1999	645	210	150	1 004	6 013	33	6 046	7 051

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	10,1	1,2	2,8	14,2	84,8	1,0	85,8	100
2004	9,9	1,3	2,6	13,8	85,0	1,2	86,2	100
2003	10,0	1,3	2,6	13,9	84,7	F	86,1	100
2002	F	1,1	1,8	11,8	86,5	F	88,2	100
2001	10,8	1,5	1,0	13,2	85,2	F	86,8	100
2000	F	1,9	2,1	14,0	84,6	1,4	86,0	100
1999	5,8	1,7	1,8	9,3	89,2	1,5	90,7	100
Revenus d'exploitation								
2005	9,6	1,2	1,1	11,9	87,7	0,4	88,1	100
2004	9,6	1,1	1,1	11,8	87,7	0,4	88,2	100
2003	9,3	1,2	1,3	11,8	87,6	F	88,2	100
2002	F	1,1	1,0	10,1	88,9	F	89,9	100
2001	15,7	1,0	0,9	17,6	81,6	F	82,4	100
2000	F	1,9	1,3	14,7	84,8	0,5	85,3	100
1999	8,3	1,9	1,6	11,8	87,4	0,8	88,2	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	5,9	1,3	2,3	9,5	89,5	1,0	90,5	100
2004	5,6	1,2	2,5	9,3	89,9	0,8	90,7	100
2003	4,6	1,3	2,6	8,6	90,5	F	91,4	100
2002	F	1,5	1,8	6,7	91,8	F	93,3	100
2001	20,6	1,3	1,2	23,1	76,1	F	76,9	100
2000	F	1,5	1,5	17,7	81,4	0,8	82,3	100
1999	9,1	3,0	2,1	14,2	85,3	0,5	85,8	100

Tableau 16
Services professionnels, scientifiques et techniques

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	11 064	2 796	1 060	14 921	x	x	81 604	96 525
2004	9 789	2 824	875	13 487	x	x	77 524	91 011
2003	10 480	2 909	740	14 129	x	x	71 726	85 855
2002	8 462	2 790	611	11 863	x	x	71 658	83 521
2001	10 448	2 745	532	13 724	x	x	65 584	79 309
2000	10 948	2 173	632	13 754	x	x	59 799	73 553
1999	7 374	1 326	616	9 315	x	x	45 958	55 273
Revenus d'exploitation								
2005	9 233	3 146	836	13 216	x	x	76 935	90 150
2004	8 982	3 070	1 076	13 129	x	x	72 684	85 813
2003	9 708	2 365	873	12 946	x	x	67 581	80 527
2002	8 177	2 309	675	11 162	x	x	66 907	78 069
2001	10 557	2 251	603	13 411	x	x	64 566	77 976
2000	14 422	2 506	460	17 388	x	x	58 167	75 555
1999	8 173	1 863	561	10 598	x	x	49 438	60 036
Bénéfices d'exploitation								
2005	625	140	22	787	x	x	3 634	4 421
2004	514	196	-53	658	x	x	2 441	3 099
2003	438	94	-28	504	x	x	1 181	1 685
2002	345	369	-21	693	x	x	471	1 163
2001	308	303	-3	608	x	x	338	946
2000	282	131	-11	402	x	x	602	1 004
1999	422	48	16	486	x	x	1 382	1 868

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	11,5	2,9	1,1	15,5	x	x	84,5	100
2004	10,8	3,1	1,0	14,8	x	x	85,2	100
2003	12,2	3,4	0,9	16,5	x	x	83,5	100
2002	10,1	3,3	0,7	14,2	x	x	85,8	100
2001	13,2	3,5	0,7	17,3	x	x	82,7	100
2000	14,9	3,0	0,9	18,7	x	x	81,3	100
1999	13,3	2,4	1,1	16,9	x	x	83,1	100
Revenus d'exploitation								
2005	10,2	3,5	0,9	14,7	x	x	85,3	100
2004	10,5	3,6	1,3	15,3	x	x	84,7	100
2003	12,1	2,9	1,1	16,1	x	x	83,9	100
2002	10,5	3,0	0,9	14,3	x	x	85,7	100
2001	13,5	2,9	0,8	17,2	x	x	82,8	100
2000	19,1	3,3	0,6	23,0	x	x	77,0	100
1999	13,6	3,1	0,9	17,7	x	x	82,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	14,1	3,2	0,5	17,8	x	x	82,2	100
2004	16,6	6,3	-1,7	21,2	x	x	78,8	100
2003	26,0	5,6	-1,7	29,9	x	x	70,1	100
2002	29,7	31,7	-1,8	59,5	x	x	40,5	100
2001	32,6	32,0	-0,3	64,3	x	x	35,7	100
2000	28,1	13,0	-1,1	40,0	x	x	60,0	100
1999	22,6	2,6	0,8	26,0	x	x	74,0	100

Tableau 17

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	7 378	2 394	403	10 175	x	x	39 517	49 693
2004	6 455	1 997	370	8 822	x	x	34 330	43 152
2003	8 114	1 514	374	10 002	x	x	29 472	39 474
2002	7 140	1 270	F	8 704	x	x	27 105	35 809
2001	7 601	1 278	293	9 172	x	x	24 468	33 640
2000	7 101	1 027	312	8 440	x	x	21 478	29 918
1999	F	1 158	298	9 500	x	x	21 394	30 895
Revenus d'exploitation								
2005	7 036	3 630	791	11 457	x	x	50 880	62 337
2004	6 483	3 113	676	10 272	x	x	45 872	56 144
2003	6 656	2 448	693	9 798	x	x	41 633	51 431
2002	6 194	1 955	F	8 846	x	x	39 311	48 157
2001	6 340	2 119	857	9 316	x	x	39 063	48 380
2000	5 763	1 582	850	8 194	x	x	34 042	42 236
1999	F	1 450	449	7 521	x	x	31 226	38 747
Bénéfices d'exploitation								
2005	746	49	19	814	x	x	2 134	2 948
2004	499	155	-15	639	x	x	1 579	2 219
2003	669	117	-17	769	x	x	1 190	1 959
2002	470	66	F	521	x	x	1 117	1 638
2001	600	39	24	663	x	x	1 099	1 763
2000	465	24	35	524	x	x	1 091	1 615
1999	F	15	5	537	x	x	1 004	1 541

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	14,8	4,8	0,8	20,5	x	x	79,5	100
2004	15,0	4,6	0,9	20,4	x	x	79,6	100
2003	20,6	3,8	0,9	25,3	x	x	74,7	100
2002	19,9	3,5	F	24,3	x	x	75,7	100
2001	22,6	3,8	0,9	27,3	x	x	72,7	100
2000	23,7	3,4	1,0	28,2	x	x	71,8	100
1999	F	3,7	1,0	30,8	x	x	69,2	100
Revenus d'exploitation								
2005	11,3	5,8	1,3	18,4	x	x	81,6	100
2004	11,5	5,5	1,2	18,3	x	x	81,7	100
2003	12,9	4,8	1,3	19,1	x	x	80,9	100
2002	12,9	4,1	F	18,4	x	x	81,6	100
2001	13,1	4,4	1,8	19,3	x	x	80,7	100
2000	13,6	3,7	2,0	19,4	x	x	80,6	100
1999	F	3,7	1,2	19,4	x	x	80,6	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	25,3	1,7	0,7	27,6	x	x	72,4	100
2004	22,5	7,0	-0,7	28,8	x	x	71,2	100
2003	34,1	6,0	-0,9	39,3	x	x	60,7	100
2002	28,7	4,0	F	31,8	x	x	68,2	100
2001	34,1	2,2	1,4	37,6	x	x	62,4	100
2000	28,8	1,5	2,2	32,5	x	x	67,5	100
1999	F	1,0	0,3	34,9	x	x	65,1	100

Tableau 18
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	455	x	x	524	x	x	32 569	33 093
2004	307	x	x	384	x	x	29 804	30 188
2003	307	x	x	383	x	x	28 034	28 417
2002	280	x	x	376	x	x	23 874	24 250
2001	267	x	x	350	x	x	21 459	21 809
2000	597	x	x	708	x	x	19 941	20 650
1999	367	x	x	529	x	x	17 730	18 258
Revenus d'exploitation								
2005	588	x	x	659	x	x	31 374	32 033
2004	467	x	x	549	x	x	28 824	29 372
2003	345	x	x	421	x	x	27 277	27 699
2002	238	x	x	324	x	x	24 134	24 458
2001	259	x	x	356	x	x	21 960	22 316
2000	516	x	x	695	x	x	20 550	21 245
1999	288	x	x	448	x	x	19 532	19 981
Bénéfices d'exploitation								
2005	81	x	x	79	x	x	4 045	4 124
2004	22	x	x	22	x	x	3 644	3 666
2003	6	x	x	7	x	x	3 069	3 076
2002	6	x	x	8	x	x	2 217	2 225
2001	6	x	x	11	x	x	2 011	2 022
2000	-9	x	x	4	x	x	1 683	1 687
1999	-18	x	x	-11	x	x	1 614	1 603

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	1,4	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2004	1,0	x	x	1,3	x	x	98,7	100
2003	1,1	x	x	1,3	x	x	98,7	100
2002	1,2	x	x	1,5	x	x	98,5	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,9	x	x	3,4	x	x	96,6	100
1999	2,0	x	x	2,9	x	x	97,1	100
Revenus d'exploitation								
2005	1,8	x	x	2,1	x	x	97,9	100
2004	1,6	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2003	1,2	x	x	1,5	x	x	98,5	100
2002	1,0	x	x	1,3	x	x	98,7	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,4	x	x	3,3	x	x	96,7	100
1999	1,4	x	x	2,2	x	x	97,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	2,0	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2004	0,6	x	x	0,6	x	x	99,4	100
2003	0,2	x	x	0,2	x	x	99,8	100
2002	0,3	x	x	0,4	x	x	99,6	100
2001	0,3	x	x	0,6	x	x	99,4	100
2000	-0,6	x	x	0,2	x	x	99,8	100
1999	-1,1	x	x	-0,7	x	x	100,7	100

Tableau 19
Arts, spectacles et loisirs

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	665	x	x	779	17 504	5 450	22 955	23 734
2004	365	x	x	490	16 367	4 758	21 125	21 615
2003	130	x	x	299	18 096	4 327	22 423	22 722
2002	458	x	x	641	16 081	4 148	20 229	20 870
2001	420	x	x	687	13 878	3 919	17 797	18 485
2000	F	x	x	671	11 062	3 439	14 502	15 172
1999	205	x	x	397	11 191	2 511	13 702	14 099
Revenus d'exploitation								
2005	337	x	x	368	11 308	14 190	25 498	25 865
2004	296	x	x	345	11 453	14 191	25 644	25 990
2003	314	x	x	393	11 187	13 605	24 792	25 185
2002	445	x	x	580	10 178	13 449	23 627	24 208
2001	492	x	x	636	9 506	12 963	22 469	23 105
2000	F	x	x	478	8 396	17 342	25 739	26 217
1999	211	x	x	320	11 829	10 404	22 233	22 552
Bénéfices d'exploitation								
2005	-23	x	x	-24	412	5 076	5 488	5 464
2004	14	x	x	14	476	5 166	5 642	5 656
2003	25	x	x	33	297	5 039	5 336	5 369
2002	53	x	x	71	353	4 978	5 331	5 402
2001	96	x	x	83	-272	4 780	4 508	4 591
2000	F	x	x	36	409	5 435	5 844	5 881
1999	62	x	x	70	972	3 737	4 709	4 779

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	2,8	x	x	3,3	73,8	23,0	96,7	100
2004	1,7	x	x	2,3	75,7	22,0	97,7	100
2003	0,6	x	x	1,3	79,6	19,0	98,7	100
2002	2,2	x	x	3,1	77,1	19,9	96,9	100
2001	2,3	x	x	3,7	75,1	21,2	96,3	100
2000	F	x	x	4,4	72,9	22,7	95,6	100
1999	1,5	x	x	2,8	79,4	17,8	97,2	100
Revenus d'exploitation								
2005	1,3	x	x	1,4	43,7	54,9	98,6	100
2004	1,1	x	x	1,3	44,1	54,6	98,7	100
2003	1,2	x	x	1,6	44,4	54,0	98,4	100
2002	1,8	x	x	2,4	42,0	55,6	97,6	100
2001	2,1	x	x	2,8	41,1	56,1	97,2	100
2000	F	x	x	1,8	32,0	66,2	98,2	100
1999	0,9	x	x	1,4	52,4	46,1	98,6	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	-0,4	x	x	-0,4	7,5	92,9	100,4	100
2004	0,2	x	x	0,2	8,4	91,3	99,8	100
2003	0,5	x	x	0,6	5,5	93,9	99,4	100
2002	1,0	x	x	1,3	6,5	92,1	98,7	100
2001	2,1	x	x	1,8	-5,9	104,1	98,2	100
2000	F	x	x	0,6	7,0	92,4	99,4	100
1999	1,3	x	x	1,5	20,3	78,2	98,5	100

Tableau 20
Hébergement et services de restauration

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	3 915	1 372	985	6 272	x	x	38 486	44 758
2004	3 793	1 495	1 102	6 390	x	x	38 011	44 401
2003	4 051	1 523	1 566	7 140	x	x	35 104	42 243
2002	3 502	930	1 585	6 017	x	x	33 350	39 368
2001	3 025	734	1 714	5 473	x	x	31 531	37 004
2000	2 622	690	1 680	4 992	x	x	28 894	33 886
1999	2 927	448	1 906	5 281	x	x	29 405	34 686
Revenus d'exploitation								
2005	3 903	1 338	532	5 772	x	x	47 009	52 781
2004	3 402	1 150	776	5 328	x	x	45 669	50 997
2003	3 945	1 106	796	5 846	x	x	43 840	49 687
2002	3 545	1 161	820	5 526	x	x	43 177	48 704
2001	3 394	989	896	5 279	x	x	41 519	46 798
2000	2 808	704	864	4 376	x	x	39 066	43 441
1999	2 744	404	792	3 941	x	x	36 823	40 764
Bénéfices d'exploitation								
2005	330	48	30	408	x	x	1 922	2 330
2004	307	17	75	400	x	x	1 582	1 982
2003	202	38	50	291	x	x	1 193	1 484
2002	299	51	57	407	x	x	1 577	1 984
2001	238	58	80	375	x	x	1 415	1 790
2000	179	63	81	324	x	x	1 263	1 587
1999	174	39	76	288	x	x	1 653	1 941

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	8,7	3,1	2,2	14,0	x	x	86,0	100
2004	8,5	3,4	2,5	14,4	x	x	85,6	100
2003	9,6	3,6	3,7	16,9	x	x	83,1	100
2002	8,9	2,4	4,0	15,3	x	x	84,7	100
2001	8,2	2,0	4,6	14,8	x	x	85,2	100
2000	7,7	2,0	5,0	14,7	x	x	85,3	100
1999	8,4	1,3	5,5	15,2	x	x	84,8	100
Revenus d'exploitation								
2005	7,4	2,5	1,0	10,9	x	x	89,1	100
2004	6,7	2,3	1,5	10,4	x	x	89,6	100
2003	7,9	2,2	1,6	11,8	x	x	88,2	100
2002	7,3	2,4	1,7	11,3	x	x	88,7	100
2001	7,3	2,1	1,9	11,3	x	x	88,7	100
2000	6,5	1,6	2,0	10,1	x	x	89,9	100
1999	6,7	1,0	1,9	9,7	x	x	90,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	14,2	2,1	1,3	17,5	x	x	82,5	100
2004	15,5	0,9	3,8	20,2	x	x	79,8	100
2003	13,6	2,6	3,4	19,6	x	x	80,4	100
2002	15,1	2,6	2,9	20,5	x	x	79,5	100
2001	13,3	3,2	4,5	21,0	x	x	79,0	100
2000	11,3	4,0	5,1	20,4	x	x	79,6	100
1999	8,9	2,0	3,9	14,9	x	x	85,1	100

Tableau 21
Réparation, entretien et services personnels

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	4 993	x	x	5 314	x	x	24 850	30 165
2004	5 158	x	x	5 509	x	x	22 824	28 334
2003	4 582	x	x	4 876	x	x	20 790	25 666
2002	4 235	x	x	4 515	x	x	19 408	23 923
2001	1 643	x	x	1 940	x	x	18 659	20 598
2000	F	x	x	F	x	x	18 727	20 946
1999	2 572	x	x	3 176	x	x	18 901	22 077
Revenus d'exploitation								
2005	1 863	x	x	2 306	x	x	32 266	34 572
2004	1 843	x	x	2 279	x	x	30 520	32 799
2003	1 432	x	x	1 813	x	x	28 731	30 544
2002	1 331	x	x	1 712	x	x	28 314	30 025
2001	1 309	x	x	1 676	x	x	26 961	28 637
2000	F	x	x	F	x	x	25 374	27 914
1999	3 504	x	x	4 591	x	x	24 530	29 121
Bénéfices d'exploitation								
2005	189	x	x	212	x	x	1 373	1 584
2004	208	x	x	222	x	x	1 079	1 301
2003	126	x	x	125	x	x	812	938
2002	90	x	x	106	x	x	1 131	1 237
2001	30	x	x	39	x	x	786	824
2000	F	x	x	F	x	x	746	810
1999	192	x	x	335	x	x	795	1 130

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	16,6	x	x	17,6	x	x	82,4	100
2004	18,2	x	x	19,4	x	x	80,6	100
2003	17,9	x	x	19,0	x	x	81,0	100
2002	17,7	x	x	18,9	x	x	81,1	100
2001	8,0	x	x	9,4	x	x	90,6	100
2000	F	x	x	F	x	x	89,4	100
1999	11,7	x	x	14,4	x	x	85,6	100
Revenus d'exploitation								
2005	5,4	x	x	6,7	x	x	93,3	100
2004	5,6	x	x	6,9	x	x	93,1	100
2003	4,7	x	x	5,9	x	x	94,1	100
2002	4,4	x	x	5,7	x	x	94,3	100
2001	4,6	x	x	5,9	x	x	94,1	100
2000	F	x	x	F	x	x	90,9	100
1999	12,0	x	x	15,8	x	x	84,2	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	11,9	x	x	13,4	x	x	86,6	100
2004	16,0	x	x	17,1	x	x	82,9	100
2003	13,4	x	x	13,4	x	x	86,6	100
2002	7,3	x	x	8,6	x	x	91,4	100
2001	3,6	x	x	4,7	x	x	95,3	100
2000	F	x	x	F	x	x	92,0	100
1999	17,0	x	x	29,6	x	x	70,4	100

Tableau 22
Total des branches d'activité financières et assurances

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	168 291	192 311	30 642	391 244	2 020 110	188 062	2 208 173	2 599 416
2004	170 190	176 048	32 016	378 254	1 915 252	191 553	2 106 806	2 485 060
2003	156 601	148 612	29 913	335 126	1 721 218	184 723	1 905 941	2 241 067
2002	176 657	135 378	27 793	339 828	1 583 995	180 670	1 764 665	2 104 493
2001	173 745	126 158	29 106	329 009	1 512 432	173 152	1 685 584	2 014 593
2000	160 525	119 452	30 855	310 833	1 433 216	156 534	1 589 750	1 900 583
1999	159 413	147 191	30 959	337 563	1 341 654	144 112	1 485 766	1 823 329
Revenus d'exploitation								
2005	26 080	28 319	3 206	57 605	191 744	11 760	203 504	261 108
2004	25 460	27 141	5 029	57 631	177 808	11 256	189 064	246 695
2003	27 203	27 889	2 583	57 675	165 611	15 643	181 255	238 930
2002	31 542	20 933	3 548	56 023	152 973	15 179	168 152	224 175
2001	30 973	20 796	5 151	56 920	163 199	15 472	178 671	235 590
2000	28 075	21 592	3 462	53 128	163 223	15 515	178 738	231 867
1999	25 159	21 569	4 147	50 875	143 445	13 291	156 737	207 611
Bénéfices d'exploitation								
2005	7 408	7 394	1 409	16 210	43 595	3 872	47 467	63 677
2004	7 220	6 710	1 555	15 485	38 699	4 444	43 144	58 629
2003	5 859	4 772	880	11 510	31 470	8 567	40 037	51 547
2002	5 786	3 045	552	9 383	22 181	7 977	30 159	39 542
2001	5 184	2 657	1 006	8 847	25 604	8 013	33 617	42 464
2000	5 034	2 717	918	8 669	28 862	9 776	38 638	47 307
1999	4 289	2 220	914	7 423	26 763	8 045	34 808	42 231

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	6,5	7,4	1,2	15,1	77,7	7,2	84,9	100
2004	6,8	7,1	1,3	15,2	77,1	7,7	84,8	100
2003	7,0	6,6	1,3	15,0	76,8	8,2	85,0	100
2002	8,4	6,4	1,3	16,1	75,3	8,6	83,9	100
2001	8,6	6,3	1,4	16,3	75,1	8,6	83,7	100
2000	8,4	6,3	1,6	16,4	75,4	8,2	83,6	100
1999	8,7	8,1	1,7	18,5	73,6	7,9	81,5	100
Revenus d'exploitation								
2005	10,0	10,8	1,2	22,1	73,4	4,5	77,9	100
2004	10,3	11,0	2,0	23,4	72,1	4,6	76,6	100
2003	11,4	11,7	1,1	24,1	69,3	6,5	75,9	100
2002	14,1	9,3	1,6	25,0	68,2	6,8	75,0	100
2001	13,1	8,8	2,2	24,2	69,3	6,6	75,8	100
2000	12,1	9,3	1,5	22,9	70,4	6,7	77,1	100
1999	12,1	10,4	2,0	24,5	69,1	6,4	75,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	11,6	11,6	2,2	25,5	68,5	6,1	74,5	100
2004	12,3	11,4	2,7	26,4	66,0	7,6	73,6	100
2003	11,4	9,3	1,7	22,3	61,1	16,6	77,7	100
2002	14,6	7,7	1,4	23,7	56,1	20,2	76,3	100
2001	12,2	6,3	2,4	20,8	60,3	18,9	79,2	100
2000	10,6	5,7	1,9	18,3	61,0	20,7	81,7	100
1999	10,2	5,3	2,2	17,6	63,4	19,1	82,4	100

Tableau 23
Total des branches d'activité non financières

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	491 518	152 612	73 585	717 715	1 747 709	170 966	1 918 675	2 636 390
2004	487 447	144 414	68 760	700 621	1 635 608	168 978	1 804 586	2 505 208
2003	465 760	133 482	72 201	671 444	1 500 058	167 855	1 667 913	2 339 357
2002	460 799	126 565	64 632	651 997	1 444 378	171 457	1 615 835	2 267 832
2001	435 811	132 155	59 259	627 226	1 383 691	169 727	1 553 419	2 180 645
2000	335 438	128 169	59 530	523 137	1 373 370	165 460	1 538 830	2 061 967
1999	315 691	80 850	55 617	452 158	1 219 414	139 474	1 358 888	1 811 045
Revenus d'exploitation								
2005	510 048	179 013	104 658	793 719	1 698 926	94 768	1 793 693	2 587 412
2004	480 463	164 582	99 967	745 012	1 589 131	90 926	1 680 057	2 425 069
2003	445 319	151 471	93 291	690 080	1 512 355	73 522	1 585 877	2 275 957
2002	437 825	135 063	87 543	660 431	1 474 371	71 085	1 545 455	2 205 886
2001	451 982	134 964	85 002	671 948	1 420 376	73 225	1 493 601	2 165 549
2000	426 439	137 228	81 894	645 561	1 361 645	68 821	1 430 466	2 076 027
1999	391 849	88 748	71 629	552 227	1 229 802	54 560	1 284 362	1 836 589
Bénéfices d'exploitation								
2005	41 039	12 343	6 651	60 034	104 437	21 738	126 176	186 210
2004	36 944	10 029	5 313	52 285	87 314	19 300	106 614	158 900
2003	29 913	9 318	4 830	44 061	74 403	18 822	93 224	137 285
2002	25 420	9 621	4 355	39 397	73 654	17 862	91 516	130 913
2001	29 276	9 193	3 886	42 355	68 098	17 549	85 647	128 002
2000	35 000	9 819	4 386	49 205	77 011	17 982	94 993	144 198
1999	28 799	7 651	4 268	40 718	63 045	14 096	77 140	117 859

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	18,6	5,8	2,8	27,2	66,3	6,5	72,8	100
2004	19,5	5,8	2,7	28,0	65,3	6,7	72,0	100
2003	19,9	5,7	3,1	28,7	64,1	7,2	71,3	100
2002	20,3	5,6	2,8	28,7	63,7	7,6	71,3	100
2001	20,0	6,1	2,7	28,8	63,5	7,8	71,2	100
2000	16,3	6,2	2,9	25,4	66,6	8,0	74,6	100
1999	17,4	4,5	3,1	25,0	67,3	7,7	75,0	100
Revenus d'exploitation								
2005	19,7	6,9	4,0	30,7	65,7	3,7	69,3	100
2004	19,8	6,8	4,1	30,7	65,5	3,7	69,3	100
2003	19,6	6,7	4,1	30,3	66,4	3,2	69,7	100
2002	19,8	6,1	4,0	29,9	66,8	3,2	70,1	100
2001	20,9	6,2	3,9	31,0	65,6	3,4	69,0	100
2000	20,5	6,6	3,9	31,1	65,6	3,3	68,9	100
1999	21,3	4,8	3,9	30,1	67,0	3,0	69,9	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	22,0	6,6	3,6	32,2	56,1	11,7	67,8	100
2004	23,2	6,3	3,3	32,9	54,9	12,1	67,1	100
2003	21,8	6,8	3,5	32,1	54,2	13,7	67,9	100
2002	19,4	7,3	3,3	30,1	56,3	13,6	69,9	100
2001	22,9	7,2	3,0	33,1	53,2	13,7	66,9	100
2000	24,3	6,8	3,0	34,1	53,4	12,5	65,9	100
1999	24,4	6,5	3,6	34,5	53,5	12,0	65,5	100

Tableau 24

Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	millions de dollars							
Actif								
2005	659 809	344 923	104 227	1 108 959	3 767 819	359 028	4 126 848	5 235 806
2004	657 637	320 463	100 776	1 078 875	3 550 860	360 531	3 911 392	4 990 267
2003	622 361	282 095	102 114	1 006 570	3 221 276	352 578	3 573 855	4 580 424
2002	637 457	261 943	92 425	991 825	3 028 373	352 127	3 380 500	4 372 325
2001	609 557	258 313	88 365	956 235	2 896 124	342 879	3 239 003	4 195 238
2000	495 963	247 621	90 385	833 970	2 806 587	321 993	3 128 580	3 962 550
1999	475 104	228 041	86 576	789 721	2 561 068	283 585	2 844 654	3 634 374
Revenus d'exploitation								
2005	536 128	207 331	107 864	851 323	1 890 670	106 527	1 997 197	2 848 520
2004	505 923	191 724	104 996	802 643	1 766 939	102 182	1 869 121	2 671 764
2003	472 522	179 360	95 874	747 756	1 677 966	89 165	1 767 131	2 514 887
2002	469 367	155 996	91 091	716 454	1 627 343	86 264	1 713 607	2 430 061
2001	482 955	155 760	90 153	728 867	1 583 575	88 697	1 672 272	2 401 139
2000	454 514	158 819	85 356	698 690	1 524 868	84 336	1 609 204	2 307 894
1999	417 009	110 317	75 776	603 101	1 373 247	67 851	1 441 099	2 044 200
Bénéfices d'exploitation								
2005	48 448	19 737	8 060	76 244	148 033	25 610	173 643	249 887
2004	44 164	16 739	6 867	67 771	126 014	23 744	149 758	217 529
2003	35 771	14 090	5 709	55 571	105 873	27 389	133 262	188 832
2002	31 207	12 666	4 908	48 780	95 835	25 839	121 675	170 455
2001	34 460	11 850	4 892	51 202	93 702	25 562	119 264	170 466
2000	40 034	12 536	5 304	57 874	105 873	27 758	133 631	191 505
1999	33 088	9 872	5 182	48 142	89 808	22 141	111 949	160 090

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
	pourcentage							
Actif								
2005	12,6	6,6	2,0	21,2	72,0	6,9	78,8	100
2004	13,2	6,4	2,0	21,6	71,2	7,2	78,4	100
2003	13,6	6,2	2,2	22,0	70,3	7,7	78,0	100
2002	14,6	6,0	2,1	22,7	69,3	8,1	77,3	100
2001	14,5	6,2	2,1	22,8	69,0	8,2	77,2	100
2000	12,5	6,2	2,3	21,0	70,8	8,1	79,0	100
1999	13,1	6,3	2,4	21,7	70,5	7,8	78,3	100
Revenus d'exploitation								
2005	18,8	7,3	3,8	29,9	66,4	3,7	70,1	100
2004	18,9	7,2	3,9	30,0	66,1	3,8	70,0	100
2003	18,8	7,1	3,8	29,7	66,7	3,5	70,3	100
2002	19,3	6,4	3,7	29,5	67,0	3,5	70,5	100
2001	20,1	6,5	3,8	30,4	66,0	3,7	69,6	100
2000	19,7	6,9	3,7	30,3	66,1	3,7	69,7	100
1999	20,4	5,4	3,7	29,5	67,2	3,3	70,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2005	19,4	7,9	3,2	30,5	59,2	10,2	69,5	100
2004	20,3	7,7	3,2	31,2	57,9	10,9	68,8	100
2003	18,9	7,5	3,0	29,4	56,1	14,5	70,6	100
2002	18,3	7,4	2,9	28,6	56,2	15,2	71,4	100
2001	20,2	7,0	2,9	30,0	55,0	15,0	70,0	100
2000	20,9	6,5	2,8	30,2	55,3	14,5	69,8	100
1999	20,7	6,2	3,2	30,1	56,1	13,8	69,9	100

Source de données

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise ses données de deux grandes sources :

(a) données sur le contrôle étranger principalement tirées des déclarations des sociétés produites tous les ans à Statistique Canada en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;

(b) statistiques financières venant du Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI).

Comme la publication annuelle portant sur la statistique financière des entreprises traite déjà en profondeur des concepts, des méthodes et de la qualité des données financières, nous ne reproduisons ici que des éléments de ce traitement. Nous renvoyons le lecteur intéressé à la dernière version de la publication Statistiques financières et fiscales des entreprises (No. au catalogue 61-219-X) pour un examen complet de l'information. On peut télécharger gratuitement ce document à partir du site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous « Produits et services ».

Méthodologie

Introduction

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations produites sur la propriété et les pays de résidence des propriétaires de sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Ces données sont recueillies au niveau des personnes morales. Elles sont ensuite reliées aux données financières du Programme des statistiques financières et fiscales des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie aux fins de la présente publication. Ces données sont présentées au niveau des entreprises. Notre rapport porte donc sur les entreprises

Champ d'observation

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* exige une déclaration complète de toute société exerçant une activité économique au Canada et dont; Les revenus bruts sont de plus de 15 millions de dollars ou dont l'actif est plus de 10 millions de dollars et ou la dette à long terme ou l'avoir dû aux non-résidents est d'une valeur comptable de plus de 200 000 $. Dans les calculs qu'elle doit effectuer, chaque société doit tenir compte des revenus et de l'actif de ses sociétés affiliées aux termes de la Loi.

Méthodes

Données sur les pays de contrôle

Le rapport au Parlement, dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM), puise dans deux grandes sources ses données sur les pays de contrôle :

(a) les données sont tirées des déclarations de propriété produites à Statistique Canada en tant qu'organisme d'administration de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ;

(b) et les données puisées dans les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada qui se retrouvent dans le Registre des entreprises de Statistique Canada.

Respectant la *Loi sur les déclarations des personnes morales* , Statistique Canada traite les données de déclaration de propriété pour toutes les sociétés répondant aux critères financiers énoncés par cette loi (voir plus haut la section « Champ d'observation »). Grâce à ces données, nous établissons les liens entre les sociétés mères et leurs filiales. Le but étant, de dégager la structure de parenté des sociétés et de reconnaître le pays de contrôle ultime. Quelques 40 000 sociétés répondent à ces critères tous les ans.

Les données administratives sont complétées par des données de recherche provenant d'autres sources publiques à des fins d'actualisation des données : Sites web, gazettes, coupures de presse ou les registres des entreprises des gouvernements fédéraux et provinciaux.

Nous avons recours aux renseignements sur les pays de contrôle par les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada pour toutes les autres sociétés non assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* . Ces dossiers sont utilisés afin d'établir une description des entreprises de moindre taille dont la structure est habituellement plus simple et qui, pour la plupart, se trouvent sous contrôle canadien.

Données financières

Dans le Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie, nous réunissons trois sources de données financières aux fins de recensement de toutes les unités faisant partie de la population d'intérêt. Les voici :

- données annualisées du Relevé trimestriel des états financiers (RTEF) de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie;
- données de l'enquête de la Division des institutions publiques sur les entreprises publiques (EP) de ressort provincial ou fédéral qui se trouvent dans le secteur des entreprises;
- données administratives d'imposition des sociétés sous la forme de déclarations T2 de revenus des sociétés et dans l'Index général des renseignements financiers (IGRF) de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

Période de référence

Les nouvelles données présentées dans ce rapport décrivent les activités des entreprises en 2005. Les données de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises portent approximativement sur la période d'une année civile. Les données sur les entreprises publiques visent des exercices qui souvent, correspondent à l'exercice (d'avril à mars) des administrations publiques, mais qui, à compter de l'année de référence 2002, ont été adaptées à un traitement par année civile. Les données administratives de l'Agence du revenu du Canada que nous utilisons proviennent des états financiers produits par les sociétés dans leurs déclarations de revenus pour les exercices qui se sont terminés dans l'année civile. Nous établissons donc des estimations pour les années civiles par des agrégations de branches d'activité qui consistent en réalité en une combinaison de données tant d'année civile que d'exercice qui peuvent ne pas correspondre parfaitement à un traitement par année civile.

Informations financières

Le présent rapport décrit en détail le contrôle étranger de toutes les sociétés exerçant leurs activités au Canada. Le tableau explicatif 1 résume la population appréhendée. Nous comptons 1 208 716 sociétés en exploitation au Canada en 2005. Inclut dans ce total, nous retrouvons la « gestion de sociétés et d'entreprises » que nous excluons du présent rapport. Le Relevé trimestriel des états financiers nous fournit des données consolidées sur 3 482 entreprises de très grande taille. L'enquête sur les entreprises publiques nous renseigne sur 117 entreprises. Le reste de l'information provient des données administratives sur la fiscalité des entreprises.

Tableau explicatif 1
Contribution à l'actif et aux revenus d'exploitation selon la source de données, 2005

Source d'information	Entreprises	Proportion de l'actif total	Proportion des revenus d'exploitation totaux
	nombre	pourcentage	
Relevé trimestriel des états financiers	3 482	68	50
Données sur les entreprises publiques	117	7	4
Données administratives sur la fiscalité des entreprises	1 205 117	25	46
Total	**1 208 716**	100	100

Collecte et traitement

Les données sur les états financiers (RTEF) et les entreprises publiques (EP) sont recueillies au niveau de l'entreprise, mais les données administratives sur la fiscalité, sont recueillies au niveau non consolidé des personnes morales. Nous récapitulons les données des personnes morales appartenant à une famille de sociétés (personnes morales multiples) au niveau des entreprises.

Vérification et imputation

Les données financières font l'objet de plusieurs vérifications de cohérence interne et de contrôle de valeurs extrêmes. Nous procédons à l'imputation de non-réponse globale par deux méthodes générales. La méthode privilégiée et communément adoptée, fait appel à des données chronologiques sur les unités de non-réponse et les tendances actuelles des principales caractéristiques d'unités analogues. À défaut de données chronologiques sur les nouvelles unités par exemple, nous prenons des « donneurs » de la même taille et de la même branche d'activité pour combler les valeurs manquantes de la nouvelle unité. Voir la publication Statistiques financières et fiscales des entreprises (2005) pour plus de détails.

Exclusion de l'industrie de la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55)

Est exclu des totalisations du présent rapport la « gestion de sociétés et d'entreprises » (SCIAN 55), également connues comme étant des sociétés de portefeuille, qui ne fait pas l'objet d'une consolidation au niveau de l'entreprise. Sont également exclues depuis le milieu des années 80, les sociétés de portefeuille de la publication LDPM.

Les sociétés de portefeuille qui sont consolidées avec les autres composantes de leur entreprise sont classifiées selon le code SCIAN correspondant à l'activité prédominante de l'entreprise.

Révisions

Les données financières des années antérieures utilisées dans ce rapport sont des données révisées, suite a l'amélioration des taux de réponse, des corrections d'erreurs et d'autres modifications. Les données sur les sociétés et les pays de contrôle font l'objet d'une révision moins systématique, bien que des modifications y soient apportées.

Concepts et indicateurs

Concepts principaux

Unité statistique

L'unité statistique du présent rapport est l'**entreprise commerciale**. Une entreprise est une famille d'affaires commerciales sous propriété et contrôle communs pour lesquelles un ensemble d'états financiers consolidés est produit annuellement.

La participation majoritaire appelée contrôle de l'entreprise, peut venir d'un particulier, d'un groupe, d'une société ou d'une administration publique. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise à sociétés multiples comprend une ou plusieurs filiales. Une société non contrôlée par une autre société et qui n'en contrôle pas à son tour une autre est appelée une entreprise à société unique.

Les entreprises publiques (EP) sont les entreprises du secteur public qui se livrent à des activités commerciales.

Contrôle des sociétés

Il y a contrôle d'une société si on a la possibilité d'influencer la prise de décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société. Il y a **contrôle direct** par un particulier, un groupe ou une société si plus de la moitié des actions donnant droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sûreté par les soins ou au bénéfice de ce particulier, de ce groupe ou de cette société. Dans le cas des options ou des droits irrévocables d'acquisition d'actions, on calcule les participations par actions donnant droit de vote comme si toutes les options avaient été exercées. Le **contrôle effectif** d'une société est le contrôle qui s'exerce par des moyens autres que celui de la propriété de la majorité des actions donnant droit de vote. C'est le contrôle qui est attribué dans la base de données et la publication sur les liens de parenté entre sociétés. Voici les règles d'évaluation d'une situation de contrôle effectif :

- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une société de fiducie ou d'une succession où font aussi partie d'un groupe lié, la société en question est effectivement contrôlée par cette société de fiducie, cette succession ou ce groupe lié.
- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société et que celle-ci est propriétaire d'une partie appréciable des actions donnant droit de vote de celle-là, on juge que la première est sous le contrôle effectif de la seconde.
- Si une société est propriétaire de plus de 33 % des actions donnant droit de vote d'une autre société et que cette tranche d'actions est supérieure en pourcentage aux deux tranches suivantes combinées, la seconde est considérée comme étant sous le contrôle effectif de la première.
- Si un contrôle est reconnu par une société, cette reconnaissance suffit à l'attribution du contrôle effectif.

Il faut enfin user de prudence dans l'utilisation du terme « contrôle ». Dans bien des cas où l'on parle d'une situation de contrôle, les sociétés peuvent encore jouir d'une autonomie considérable dans leurs activités financières, commerciales ou opérationnelles. La notion de contrôle d'une société devrait être tenue pour une simple possibilité qui se réalise dans un monde de sociétés industrielles aux pratiques de gestion des plus variées.

Pays de contrôle

Le plus souvent lorsqu'on parle de contrôle étranger, le pays de contrôle est le pays de résidence de la société mère, de la famille d'entreprises, de la société de fiducie, de la succession ou du groupe lié qui exerce ce contrôle étranger. Chaque filiale d'une entreprise internationale est assignée au même pays de contrôle que sa société mère. Une société dont les droits de vote appartiennent à parts égales à des sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger se voit attribuer le pays de contrôle du propriétaire sous contrôle étranger. Si deux sociétés sous contrôle étranger sont copropriétaires à parts égales des droits de vote d'une société résidente au Canada, le pays de contrôle est attribué selon l'ordre de préférence déterminé par le niveau global d'investissement direct étranger au Canada. Ainsi, les États-Unis ont préséance à cet égard sur tous les autres pays de sociétés étrangères, puisqu'ils présentent le plus haut niveau d'investissement direct étranger au Canada.

Classification des branches d'activité

Les données financières annuelles après 1998 ont récemment passées au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 2002) du SCIAN Canada 1997 qui était utilisé précédemment.Pour la période de 1988 à 1998 inclusivement, la Classification type des industries pour les sociétés et les enterprises (CTI-C 1980) a été utilisée.Avant 1988, on se reportait à la Classification des activités économiques pour les établissements (CAE-E) de 1960.

Le SCIAN est une classification industrielle par activités qui a été élaborée par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis en vue de créer un cadre uniforme de collecte, d'analyse et de diffusion des statistiques industrielles exploitées par les analystes de politiques publiques, les milieux universitaires, les chercheurs, le monde des affaires et la population. Il vise principalement à la caractérisation de la production économique des établissements. L'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée dicte le code SCIAN de l'établissement.

Au moment d'établir le code SCIAN à attribuer à une entreprise statistique, nous déterminons le code SCIAN de chaque établissement appartenant à cette entreprise. C'est le code représentant l'établissement à la valeur ajoutée la plus importante qui est alors attribué à l'entreprise statistique. À la différence de la CTI-C de 1980, le SCIAN ne classifie pas les activités en intégration. Ainsi, une entreprise du secteur pétrolier peut s'occuper d'exploration, d'extraction, d'affinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Dans la CTI de 1980, il y avait un code de classification pour les activités pétrolières en intégration, mais dans le SCIAN, on attribue un code à une entreprise selon l'activité qui apporte le plus de valeur ajoutée. Cette classification est une nomenclature fine et hiérarchisée qui compte 920 branches d'activité à 6 chiffres. Ces branches sont agrégées en 21 secteurs d'activité : extraction minière, fabrication, commerce de gros ou de détail, construction, etc.(tableau explicatif 1).

Tableau explicatif 1
Niveau de regroupement de la publication

	SCIAN Canada 2002
Total des branches d'activité non financières	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	211, 213
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	212
Services publics	22
Construction	23
Fabrication	31, 32, 33
Commerce de gros	41
Commerce de detail	44, 45
Transport et entreposage	48, 49
Industrie de l'information et industrie culturelle	51
Services immobiliers et services de location et de location à bail	53
Services professionnels, scientifiques et techniques	54
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	56
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	61, 62
Arts, spectacles et loisirs	71
Hébergement et services de restauration	72
Réparation, entretien et services personnels	811, 812, 813
Total des branches d'activité financières et assurances	
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5221
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	5222
Sociétés d'assurance et activités connexes	524
Autres industries financières	5223, 523

Indicateurs clés

L'**actif total** est l'ensemble des ressources économiques sur lesquelles l'entreprise exerce un certain contrôle : encaisse et dépôts, comptes débiteurs et produits courus, stocks, placements et comptes avec les sociétés mères, les filiales et les sociétés affiliées, investissements de portefeuille, prêts consentis à d'autres entreprises, immobilisations, etc.

Les **revenus d'exploitation** sont le produit de la vente de biens et de services, de location et de location-exploitation et sous forme de commissions, de droits de franchisage, de redevances, etc.

Les **dépenses d'exploitation** sont le coût des biens et des services comme facteur de production, les salaires et traitements, la quote-part patronale dans les régimes d'avantages sociaux des salariés, les contributions indirectes, les frais de dépréciation, d'amortissement financier et d'épuisement des bâtiments, des machines et des ressources naturelles, etc.

Les **bénéfices d'exploitation** sont la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation. Ils sont le produit net des principales activités commerciales d'une entreprise. Ces bénéfices se présentent avant prise en compte des frais d'intérêts, des revenus de placement, des pertes non récurrentes par moins-value d'actif, des gains et pertes sur cession d'actif et des charges d'impôt sur le revenu.

La **marge bénéficiaire d'exploitation** correspond à la capacité de la direction à tirer des bénéfices des activités commerciales principales de l'entreprise. Elle se présente comme le quotient des bénéfices et des revenus d'exploitation.

$$\text{Marge bénéficiaire d'exploitation} = \frac{\text{Bénéfices d'exploitation}}{\text{Revenus totaux d'exploitation}}$$

Rendement des capitaux propres ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propirétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs) avant gains extraordinaires. Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

$$\text{Rendement des capitaux propres} = \frac{\text{Bénéfice net}}{\text{Avoir des actionnaires}}$$

Précision des données

Pays de contrôle

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations de propriété produites par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* . Les sociétés qui se trouvent au dessus d'un certain seuil sont tenues de produire des déclarations contrairement aux autres. On y voit donc là, un recensement de toutes les sociétés dépassant ce seuil et, par conséquent, la précision de ces données n'est pas mesurée par le coefficient de variation habituel.

Nous disposons cependant d'un certain nombre de procédures destinées à garantir la précision des données sur les pays de contrôle. Les analystes se reportent aux structures des années antérieures afin d'identifier les cas où des modifications de structure et de contrôle de sociétés ont bel et bien été déclarées. Les modifications apportées sont scrutées et validées à l'aide de sources utilisées par une équipe de spécialistes de l'analyse structurelle. Ces spécialistes puisent aussi régulièrement à des sources publiques comme les gazettes provinciales, les revues, les journaux et même l'information des fournisseurs Internet afin de repérer et de mettre à jour les données sur les sociétés de plus grande taille. Les spécialistes de l'analyse structurelle consultent constamment ces mêmes sources pour se renseigner sur les changements de structure et de contrôle des grandes sociétés entre les périodes de production des déclarations relevant de la LDPM. La population visée est extrêmement dynamique, et une observation permanente est essentielle si l'on entend garantir l'exactitude des données relatives à la structure des sociétés. Il faut aussi dire que, par conséquent, une mesure de précision fondée sur l'observation annuelle de la Loi n'a rien de significatif.

Des données uniquement tirées des déclarations de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sauraient suffire à regrouper les sociétés canadiennes dans les entreprises correspondantes, puisque les sociétés sont uniquement tenues de déclarer leur société mère immédiate à l'étranger. Grâce a une recherche dans les publications internationales sur les finances et la propriété, nous avons pu identifier dans bien des cas la société mère possédant le contrôle ultime. Par ce moyen, nous avons pu attribuer avec plus de précision un pays d'origine aux entreprises multinationales.

Données financières

Nous nous sommes considérablement efforcés d'appliquer des normes élevées à toutes les activités de collecte et de traitement, mais les statistiques financières ainsi obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Dans l'information statistique, il existe deux catégories d'erreurs, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui s'appliquent à ce programme, puisqu'il n'y a pas de plan d'échantillonnage appliqué à la production des estimations en question.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont d'une provenance diverse et difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon l'utilisation des données. Au nombre de ces erreurs, il y a les lacunes de l'information livrée par les sociétés dans leurs déclarations de revenus et des irrégularités de traitement comme les erreurs de saisie de données.

Les statistiques financières ont fait l'objet d'une analyse avant publication. En général, il faut procéder à un examen détaillé des réponses individuelles (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions et tendances économiques en général et à des comparaisons avec d'autres ensembles de données d'intérêt.

Confidentialité

La confidentialité des statistiques financières déclarées est sauvegardée par les dispositions de la *Loi sur la statistique*. C'est pourquoi les statistiques sont diffusées uniquement sous une forme agrégée. Les dispositions de confidentialité de cette loi l'emportent sur les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, le but étant de garantir la confidentialité des données individuellement déclarées par les répondants. Il convient cependant de noter que les données sur la structure des sociétés obtenues dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sont pas confidentielles en soi. Elles le deviennent lorsqu'elles sont reliées aux données financières recueillies dans le cadre de la *Loi sur la statistique*.

Limites des données

Pour être valables dans une analyse longitudinale ou transversale, les définitions des données doivent être uniformes dans, ou entre les périodes temporelles. La capacité d'exploiter des données pour fin d'analyse dépend du cadre conceptuel où cette information est employée.

Les données en question sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Si les concepts PCGR conviennent à l'application des données, il peut toujours se poser des problèmes de cohérence (entre unités ou dans le temps) à l'égard des éléments pour lesquels les PCGR ne prescrivent pas de traitement particulier ou laissent une certaine latitude. Un des problèmes généraux avec les PCGR pour certaines utilisations est la prescription d'un traitement au coût d'origine des actifs (c'est à-dire à leur coût au moment de l'acquisition). Ainsi, dans le cadre des données du bilan ou les ratios tirés des bilans, les comparaisons dans le temps et entre branches d'activité peuvent induire en erreur.

Disponibilité d'un complément d'information

On peut obtenir des totalisations autres que celles du présent rapport en recouvrement des frais. Les données disponibles relèvent des règles de confidentialité de la *Loi sur la statistique* . On doit en faire la demande auprès de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada à Ottawa (téléphone : 1 866 811-6235; télécopieur : (613) 951-0319).

Appendice A

Bibliographie

Cross, P. « Bilan de l'année : la revanche de la vieille économie ». Avril 2006. No. au catalogue 11-010-XIB, vol. 19, no. 4. Ottawa : Statistique Canada.